

Commune de Widehem

Plan Local d'Urbanisme

Recueil des Servitudes d'Utilité Publique et Obligations Diverses



REÇU LE

- 9 JUL. 2013

SOUS-PREFECTURE
DE MONTREUIL (93)

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal en date du :

29 JUIN 2013

29 JUIN 2013



Pierre PEQUIER
Maire de Widehem



**LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET DES
INFORMATIONS ET OBLIGATIONS DIVERSES**

AVERTISSEMENT :

Le présent recueil reprend dans un premier temps la liste des Servitudes d'Utilité Publique, Obligations et Informations Diverses éditée par la DDE du Pas-de-Calais le 22 août 2007, puis dans deux parties distinctes, les servitudes d'une part, et les obligations et les informations diverses d'autre part, en compilant les éléments du Porté à Connaissance et les informations obtenues par ailleurs.

La préfecture du Pas-de-Calais ayant pris le 9 août 2010 un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection autour du captage de Frencq, qui, sur le périmètre éloigné, grève très légèrement le territoire de Widehem, il a été choisi d'ajouter au présent recueil le texte réglementaire de la Servitude AS1 ainsi que le texte de l'arrêté Préfectoral sus-mentionné, et un plan de situation à l'échelle 1/25000 produit par le Syndicat Intercommunal de la Région de Widehem.

Arrondissement DDE : **LITTORAL**Sous-Préfecture : **MONTREUIL**

SADL :

Canton : **ETAPLES**Bureau ADS : **BOULOGNE** Antenne ADS : **MONTREUIL**

Population 1999 : 249

Cadastre numérisé**Établissement Public de Coopération Intercommunale**

- Schéma de Cohérence Territoriale -> date :

nom : Montreuillois, Envisagé

- P.L.U. :

- Communauté (ou EPCI) : Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (Compétence Urbanisme : Schéma de Cohérence Territoriale [SCOT])

**URBANISME**-> **PLU**

Prescription le 20/12/2006

1ère approbation le

Dernière révision générale prescrite le

Révision approuvée le

Révision du PLU Annulé le

-> **Carte Communale**

Décidée le

Approuvée le

-> **Dispositions particulières** : Commune concernée par l'article L 122-2 du C.U.-> **SERVITUDES****EL7** Alignement

. RD 148 E5 du PR 49 + 120 au PR 50 + 310

I3 Etablissement de canalisations de distribution et de transport de Gaz

. Canalisation Questrecques - Nesles - Etaples (Diamètre 200) [GDF]

PT1 Protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques

. CENTRE CAMIERS-DANNES (Périmètre 250m) décret du : 15/03/1976

PT2 Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat

. CENTRE DE CAMMIERS-DANNES Tronçon CENTRE DE CAMMIERS-DANNES décret du : 20/03/1974

-> **OBLIGATIONS****AD** Autorisation de Défrichement (superficie supérieure à 2 ha)**APB** Arrêté de Protection de Biotope

. Protection de Biotope (Arrêté du 19 juin 2001) "Côteau de Dannes-Camiers" [Source DIREN]

ATB Axe Terrestre Bruyant

. A 16 (niveau 1 - largeur 300m) AP du 23/08/1999

CATNAT Arrêté portant constatation de Catastrophe Naturelle

. Inondations et coulées de boue du 02 au 03 septembre 1998; Arrêté du 29/12/1998

. Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain du 25 au 29 décembre 1999; Arrêté du 29/12/1999

Cyclo Itinéraires Cyclotouristiques

. cyclo014 "Les Eoliennes", Secteur "Canche-Authie", 28 km, 2 h 15 mn, départ : Place de la Mairie 62176 Camiers

. cyclo058 "Le Mont Violette", Secteur "Audomarois", 29 km, 2 h 50 mn, départ : Grand'Place 62830 Samer

EOLIEN Eoliennes construites

. 6 éoliennes (Parc éolien de Widehem)

FOR Forage d'Eau

. Création d'un forage à recherche d'eau potable par M. Stazyzewski Patrick, Parcelle AB 90-91, Lieudit "Le Village"

ICPEa Installation Classée agricole

. EARL CREPIN, 26 Rue de Camiers, Site n° 1 [Vaches Laitières] [Déclaration Récépissé du 05-04-2006] [Dérogation à Distance AP du 5 avril 2006] [Préfecture Installations Classées 03-2007]

. EARL CREPIN, Fonds de Camiers, Site n° 3 [Vaches Laitières] [Déclaration Récépissé du 05-04-2006] [Préfecture Installations Classées 04-2006]

. EARL CREPIN, Rue de la Croix Norbert, Site n° 2 [Vaches Laitières] [Déclaration Récépissé du 05-04-2006] [Préfecture Installations Classées 04-2006]

. EARL SALOMON, 1 Rue de Dannes [Bovins à l'engraissement et Vaches Allaitantes] [Déclaration, Récépissé du 7 août 2007] [Préfecture Installations Classées 08-2007]

. GAEC de la Croix Norbert (Mr Francis CARLU) [Vaches Laitières] [Autorisation AP du 16 septembre 1992] [Préfecture Installations Classées 03-2007]

. GAEC DU VIEIL HAM (Mr CAUX d'Hubersent), Rue de la Croix Norbert [Génisses et Bovins à l'engraissement] [Déclaration Récépissé du 03 août 2006] [Préfecture Installations Classées 08-2006]

éléments graphiques reportés sur le plan**NB : Les informations répertoriées « Source DDRM » correspondent au premier DDRM et ne sont pas forcément reprises au Dernier DDRM 2004**

ICPEa Installation Classée agricole

- . GAEC LHOTELLIER, 32 Rue de Dannes [Bovins à l'engraissement] [Déclaration, Récépissé du 18 avril 2006] [Dérégulation à distance, Arrêté du 9 février 2007] [Préfecture Installations Classées 02-2007]
- . GAEC LHOTELLIER, 32 Rue de Dannes [Vaches Laitières] [Déclaration, Récépissé du 19 avril 2006] [Dérégulation à distance, Arrêté du 9 février 2007] [Préfecture Installations Classées 02-2007]
- MERLOT Raymond, 24 Rue de Dames [Truies et Verrats] (Déclaration, Récépissé du 24 octobre 2000 et du 8 août 2007) [Préfecture Installations Classées 08-2007]

ICPEi Installation Classée industrielle

- . SA HOLCIM Exploitation d'une carrière de craie [Autorisation AP du 2 décembre 2002] [Préfecture Installations Classées 01-2007]

ILE Itinéraire de liaison équestre

- . E 5
- . E 6

Lba Loi Barnier

- . A 16 : Application des 100 mètres

PPRp Plan de Prévention des Risques Prescrit

- . PPR CATNAT, Type de risques Inondation et Coulées de Boue, Prescrit le 30/10/2001

TMD Transport de matières dangereuses**ZICO** Zone d'Intérêt Communautaire

- . Zone d'Intérêt pour la Conservation des oiseaux n° 59 NC05 "Plateaux agricoles des environs de Frencq" [Source DIREN]

ZNIEF1 Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

- . Côteau crayeux de Dannes et de Camiers (n° 48)

→ **Observations**→ **Taxes d'urbanisme et Participations**

Taxe Locale d'Équipement : Non

Participation de raccordement à l'égout : Non

Plafond Légal de Densité : Non Taux : 0

Participation voirie et réseaux : Non

→ **Droits de Préemption**

DPU : Non

ZAD : Non

ENSD : Non

→ **ZAC****EAU**→ **SDAGE** Artois-Picardie→ **SAGE** de la Canche

du Bassin Côtier du Boulonnais, Approuvé le 04/02/2004

→ **Eaux pluviales**→ **Eaux usées****HABITAT**→ **PLH**→ **Dispositions particulières****DECHETS**→ **Appartenance à un syndicat**→ **Site de traitement des déchets****DIVERS (Transport, commerces,...)**→ **Commune éligible à l'ATESAT** : Oui→ **PDU**

INTITULES ET GESTIONNAIRES DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

- A4** Servitudes applicables aux terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)
13 Grand'Place - BP 912 - 62022 ARRAS
- A7** Servitudes relatives aux forêts de protection
source DDAF
- A81** Servitudes relatives aux dunes du Pas de Calais (Interdiction de fouilles dans la bande de 200 m)
source DDAF
- AC1** Servitudes de protection des monuments historiques (classés, inscrits)
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP)
13 Rue des Grands Viézières - 62000 - ARRAS
- AC2** Servitudes de protection des sites et monuments naturels (classés, inscrits)
source SDAP
- AC3** Servitudes concernant les réserves naturelles
Etat, Région, Communes
- AC4** Servitudes relatives aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysage
source SDAP
- AR1** Servitudes concernant les postes électrosémaphoriques, les amers et les phares du département de la marine militaire
1^{ère} Région Maritime - Préfecture Maritime - 50100 CHERBOURG
- AR2** Servitudes relatives aux postes militaires assurant la défense des côtes et la sécurité de la navigation
1^{ère} Région Maritime - Préfecture Maritime - 50100 CHERBOURG
- AS1** Servitudes d'Instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales
source DDAF
- EL5** Servitudes de visibilité sur les voies publiques
a) DDE pour RN
b) Conseil Général pour RD
c) Communes
- EL6** Servitudes grevant les terrains nécessaires aux routes nationales et autoroutes
Direction Régionale des Routes
- EL7** Servitude d'alignement
a) Conseil Général du département du Pas-de-Calais - Hôtel du Département
62018 ARRAS cedex 9
b) Direction Régionale des Routes
c) Communes
- EL8** Visibilité des amers, feux et phares
Service Maritime des Ports de Boulogne et de Calais
96 Quai Gambetta - BP 689 - 62321 BOULOGNE SUR MER
- EL9** Servitudes de passage des piétons sur le littoral
Service Maritime des Ports de Boulogne et de Calais
96 Quai Gambetta - BP 689 - 62321 BOULOGNE SUR MER

Données concernant la commune

- EL11** **Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express**
a) Direction Régionale des Routes
b) Conseil Général du département du Pas-de-Calais - Hôtel du Département
 62018 ARRAS cedex 9
- I3** **Servitudes relative à l'établissement de canalisations de distribution et de transport de Gaz**
Gaz de France - Réseau Transport - Région Nord Est - Département réseau Nord
Bd de la République - BP 34 - 62232 ANNEZIN
- I4** **Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques**
Réseau Transport d'Electricité - Transport électricité Nord-Est -
Groupe Ingénierie Maintenance Réseau
 62 rue Louis Delos - TSA 71012 - 59709 MARCQ EN BAROEUL
- INT1** **Servitudes de voisinage frappant les terrains non bâtis, sur une distance de 100 m des nouveaux cimetières transférés**
Commune
- JS1** **Protection des installations sportives**
Direction départementale de la jeunesse et des sports
 8 voie Bossuet
 62000 ARRAS
- PPR** **Plan de Prévention des Risques**
Direction Départementale de l'Équipement - 100 avenue W. Churchill - SP7 - 62022 ARRAS CEDEX
- PT1** **Servitude de transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques**
TDF - Direction Opérationnelle Est - Service Mesures - Unité de Lille -
35 Rue Gambetta - 59130 LAMBERSART
France Télécom - URR Pas de Calais - Gestion du patrimoine - Rue Paul Sion - 62307 LENS CEDEX
- PT2** **Servitudes de Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception .**
France Télécom - URR Pas de Calais - Gestion du patrimoine - Rue Paul Sion - 62307 LENS CEDEX
TDF - Direction Opérationnelle Est - Service Mesures - Unité de Lille -
35 Rue Gambetta - 59130 LAMBERSART
- PT3** **Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques**
France Télécom - URR Pas de Calais - Gestion du patrimoine - Rue Paul Sion - 62307 LENS CEDEX
- SP** **Sol pollué**
Direction Régionale de l'Industrie, la Recherche et l'Environnement
 941 rue C. Bourseul - BP 750 - 59507 DOUAI CEDEX
- T1** **Servitudes relatives aux Voies Ferrées**
SNCF maintenance LGV - Direction Régionale SNCF LILLE
Agence immobilière Régionale - 33 avenue Charles St Venant - 59043 LILLE
- T5** **Servitudes aéronautique instituées pour la protection de la circulation aérienne, servitude de dégagement**
Direction Régionale de l'Aviation Civile Nord-Pas de Calais
Aérodrome de Lille-Lesquin - BP 429 - 59814 LESQUIN Cedex
- T7** **Servitudes aéronautique à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières**
Direction Régionale de l'Aviation Civile Nord-Pas de Calais
Aérodrome de Lille-Lesquin - BP 429 - 59814 LESQUIN Cedex

INFORMATIONS ET OBLIGATIONS DIVERSES

- AD** **Autorisation de Défrichement**
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
13 Grand'Place - BP 912 - 62022 ARRAS
Espaces boisés soumis à autorisation de défrichement (application de l'article L311-1 du code forestier)
- A82** **Autorisation de coupes de plante arénauses**
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
13 Grand'Place - BP 912 - 62022 ARRAS
application des Articles L431-1 et L431-1 du code Forestier
- AMO** **Axe migratoire des oiseaux**
Direction Régionale de l'Environnement
107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex
- APB** **Arrêté de protection de biotope**
source DIREN
- AS1p** **Projet de protection d'eau potable**
source DDAF
- AT** **Assise de terroir**
Charbonnage de France – Service patrimoine
Avenue de la Fosse - SP 1 – 62420 BILLY MONTIGNY
- ATB** **Axe Terrestre Bruyant**
Direction Départementale de l'Équipement -
100 avenue W. Churchill - SP7 - 62022 ARRAS CEDEX
- CATNAT** **Arrêté portant constatation de Catastrophe Naturelle**
Préfecture du Pas de Calais - Rue Ferdinand Buisson - 62020 ARRAS cedex 09
- CCS** **Carrières et Cavités Souterraines**
A - Préfecture du Pas de Calais - Rue Ferdinand Buisson - 62020 ARRAS cedex 09
B - BRGM
C - BDCavités
- CD** **Casier de drainage**
Préfecture du Pas de Calais - Rue Ferdinand Buisson - 62020 ARRAS cedex 09
- Cyclo** **Itinéraires Cyclotouristiques**
Conseil Général du département du Pas de Calais - Hôtel du département
62018 ARRAS CEDEX 9
- ENSD** **Espace naturelle sensible départementale**
Conseil Général du département du Pas de Calais - Hôtel du département
62018 ARRAS CEDEX 9
- EP** **Edifices à Protéger**
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
13 rue des Grands Véziers 62000 ARRAS
- FA** **Faune**
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
941 rue Charles Bourseul - BP750 - 59507 DOUAI cedex

Données concernant la commune

FOR	Forage d'eau <i>souce DDAF</i>
GR	Itinéraire de grande randonnée <i>Conseil Général du département du Pas de Calais - Hôtel du département</i> <i>62018 ARRAS CEDEX 9</i>
I3a	Canalisation de gaz abandonnée <i>Gaz de France - Réseau Transport - Région Nord Est - Département réseau Nord</i> <i>Bd de la République - BP 34 - 62232 ANNEZIN</i>
I3a	Canalisation de gaz abandonnée <i>Cokes de Drocourt - Services généraux</i> <i>1 rue Georges Capelle- BP 7 - 62320 DROCOURT</i>
'I3'	Canalisation de gaz GAZONOR <i>GAZONOR - Avenue de la Fosse 2 - 62420 BILLY-MONTIGNY</i>
I5	Canalisation de transport de produit chimique <i>Aire liquide - Service canalisations</i> <i>rue Lucien Moreau</i> <i>BP 15 - 59119 WAZIERS</i>
ICPEa	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement agricole <i>Direction des services vétérinaires - 5 rue du 19 mars 1962 - 62000 DAINVILLE</i> <i>Préfecture du Pas de Calais - DAECS</i>
ICPEi	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement industrielle <i>Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement</i> <i>941 rue Charles Bourseul - BP750 - 59507 DOUAI cedex</i>
ILE	Itinéraire de liaison équestre <i>Conseil Général du département du Pas-de-Calais - Hôtel du Département</i>
INT2	Protection des cimetières militaires <i>Commonwealth War Graves Commission - Rue Angèle Richard - 62217 BEAURAINS</i> <i>Service Entretien Sépultures militaires allemandes - 41 Rue Jules Drumez - 59840 PERENCHIES</i> <i>Direction Interdépartementale - Secrétariat des Anciens Combattants - Cité administrative -</i> <i>Rue de Tournai - 59045 LILLE Cedex</i>
Lba	Loi Barnier <i>Application des dispositions de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme</i>
LEN	Liaison d'Espaces Naturels <i>Conseil Général du département du Pas-de-Calais - Hôtel du Département</i>
PEB	Plan d'exposition au bruit <i>Direction Régionale de l'Aviation Civile Nord-Pas de Calais</i> <i>Aérodrome de Lille-Lesquin - BP 429 - 59814 LESQUIN Cedex</i>
PIG	Projet d'Intérêt Général <i>Direction Régionale de l'Environnement</i> <i>107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex</i>
PNR	Parc Naturel Régional <i>Direction Régionale de l'Environnement</i> <i>107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex</i> EX: Le territoire de la commune de s'inscrit dans le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale décret du 24/03/2000

Données concernant la commune

- PPM** **Protection des puits de mine**
Charbonnage de France – Service patrimoine
Avenue de la Fosse - SP 1 – 62420 BILLY MONTIGNY
- PPRp** **Plan de Prévention des Risques prescrit**
Préfecture du Pas de Calais - 62000 ARRAS
- PT2p** **Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception (en projet)**
France Télécom - URR Pas de Calais - Gestion du patrimoine - Rue Paul Sion - 62307 LENS CEDEX
TDF - Direction Opérationnelle Est - Service Mesures - Unité de Lille -
35 Rue Gambetta - 59130 LAMBERSART
- RNM** **Risques Naturels Majeurs**
Source D.D.R.M. - Préfecture du Pas de Calais
- RNV** **Réserve Naturelle Volontaire**
Direction Régionale de l'Environnement Nord-Pas de Calais
107 Bd de la Liberté - 59041 LILLE cedex
- RI** **Risque Industriel**
Source D.D.R.M.
- SA** **Sites archéologiques**
Direction Régionale des affaires culturelles - Service Régional de l'archéologie du Nord-Pas de Calais
Ferme St Sauveur - Avenue du Bois - 59651 VILLENEUVE D'ASCQ
- SEPULT : Sépultures Militaires**
a) Direction interdépartementale des Anciens Combattants
Rue de Tournai - Cité administrative - 59045 LILLE Cedex
b) Direction Commonwealth War Graves Commission
Rue Angèle Richard - 62217 BEAURAINS
- SICp** **Site Intérêt Communautaire (proposition)**
Direction Régionale de l'Environnement Nord-Pas de Calais
107 Bd de la Liberté - 59041 LILLE cedex
- Z.I.** **Zone inondée**
Zones inondées constatées par les services de la DDE
- ZICO** **Zone d'Importance Communautaire pour Oiseaux**
Direction Régionale de l'Environnement
107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex
- ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (type I ou type II)**
Direction Régionale de l'Environnement
107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex
- ZPS** **Zone de Protection Spéciale**
Direction Régionale de l'Environnement
107 Boulevard de la Liberté - 59041 LILLE Cedex
- ZZAUTR : Autre information**

Données concernant la commune

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

ALIGNEMENT

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes d'alignement.

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 à R. 112-3 et R. 141-1.

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (B.O.M.E.T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n° 78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre 1^{er}, Généralités, § 1.2.1 [4^e]).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

A. - PROCÉDURE

1° Routes nationales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L. 123-7 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1°] du code des communes).

2° Routes départementales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation.

L'avis du conseil municipal est requis pour les voies de traverses (art. L. 131-6 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1°] du code des communes).

3° Voies communales

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau : rec., p. 63 ; 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles (1). Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n° 83).

4° Alignement et plan d'occupation des sols

Le plan d'alignement et le plan d'occupation des sols sont deux documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets :

- le P.O.S. ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre ;

- les alignements fixés par le P.O.S. n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution au domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe « Effets de la servitude »).

En revanche, dès lors qu'il existe un P.O.S. opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au P.O.S. dans l'annexe « Servitudes ». Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel « nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire ».

Les alignements nouveaux résultant des plans d'occupation des sols peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au P.O.S. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement ;

- soit ceux qui résultent uniquement des P.O.S. sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme).

(1) L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal : rec. T., p. 780).

B. - INDEMNISATION

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

C. - PUBLICITÉ

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement (1).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édifiée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

2° Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire.

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non *aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non *confortandi*).

(1) Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. n° 97950). Une notification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p. 295).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation, valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.

G A Z

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

Loi du 15 juin 1906 (art. 12) modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que des conditions d'établissement desdites servitudes.

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'énergie et des matières premières, direction du gaz et de l'électricité et du charbon).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes bénéficient aux ouvrages déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) à savoir :

- canalisations de transport de gaz et installations de stockage souterrain de gaz combustible ;
- canalisations de distribution de gaz et installations de stockage en surface annexes de la distribution.

La déclaration d'utilité publique en vue de l'exercice des servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions du chapitre III du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985. Elle est prononcée soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés, soit par arrêté du ministre chargé du gaz ou par arrêté conjoint du ministre chargé du gaz et du ministre chargé de l'urbanisme, selon les modalités fixées par l'article 9 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet, par l'intermédiaire de l'ingénieur chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés, les travaux projetés (art. 13 du décret du 11 juin 1970).

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Remarque : dans la plupart des cas, il est passé entre le concessionnaire et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Ces conventions remplacent les formalités mentionnées ci-dessus et produisent les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967).

B. - INDEMNISATION

Des indemnités ne sont dues que s'il y a eu préjudice. Elles sont versées au propriétaire ou à l'exploitant pour le dédommager des troubles temporaires qu'il doit subir pendant l'exécution des travaux de pose. Si le propriétaire lorsqu'il est distinct de l'exploitant, ou l'exploitant lui-même, peut faire valablement état d'un préjudice permanent, une indemnité lui sera également versée. En fait, les canalisations de gaz une fois posées n'entraînent pratiquement aucun dommage permanent en dehors d'un droit de surveillance dont dispose le transporteur ou le distributeur (qui s'exerce environ une fois par an).

Les indemnités sont versées en une seule fois.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (art. 20 du décret du 11 juin 1970).

Elles sont à la charge du transporteur ou du distributeur.

C. - PUBLICITÉ

Se référer à la même rubrique de la fiche « électricité ».

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1^o Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Droit pour le bénéficiaire de procéder à des abattages d'arbres ou à des élagages de branches lors de la pose des conduites.

2^o Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^o Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2° Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les terrains sont traversés par une canalisation de transport de gaz (servitude de passage) conservent le droit de les clore ou d'y élever des immeubles à condition toutefois d'en avertir l'exploitant.

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux de terrassement, de fouilles, de forage ou d'enfoncement susceptibles de causer des dommages à des conduites de transport, leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions d'un arrêté-type pris par le ministre de l'industrie.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel GRTgaz**

Département du Pas-de-calais
La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2014 instituant les servitudes d'utilité publiques autour de la canalisation dénommée « Alimentation du client industriel NEXANS à LOISONS-SOUS-LENS » sur les communes de SALLAUMINES, LOISON-SOUS-LENS et NOYELLES-SOUS-LENS ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie, en date du 23 août 2016 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas-de-Calais le 15 septembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du PAS-DE-CALAIS ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport exploitées par la société GRTgaz conformément aux distances figurant dans les tableaux et reproduites sur les cartes annexées (1) au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans les cartes annexées au présent arrêté.

Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux et la représentation cartographique correspondante des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2 :

La liste des communes concernées par le présent arrêté figure en annexe 1.

Article 3 :

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

Article 5 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées sans délai aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2014 susvisé étant reprises, et le cas échéant mises à jour, dans le présent arrêté, l'arrêté du 21 mars 2014 est abrogé.

Article 7 :

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais et adressé à chacun des maires concernés dont la liste est annexée au présent arrêté.

Article 8 :

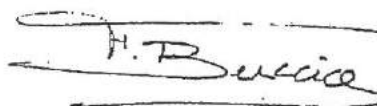
Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, les maires des communes concernées, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nord-Pas-de-Calais-Picardie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de GRTgaz.

AARRAS, le 18 OCT. 2016

La Préfète



Fabienne BUCCIO

(1) Les cartes des servitudes d'utilité publique annexées au présent arrêté peuvent être consultées dans les services de la Préfecture du Pas-de-CALAIS et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Nord-Pas-de-Calais-Picardie ainsi que dans les mairies des communes concernées.



RECOMMANDATIONS TECHNIQUES APPLICABLES POUR LES PROJETS DE TRAVAUX DE TIERS A PROXIMITE DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

1. AVERTISSEMENT

Les dispositions contenues dans le présent document constituent des recommandations qui ne présentent aucun caractère exhaustif et qui ne sauraient de quelque manière que ce soit se substituer aux obligations de toute personne physique ou morale qui projette des travaux à proximité d'une **canalisation de transport de gaz naturel** (dénommé «Canalisation» dans la suite du texte), ou modifier celles-ci, que ces obligations aient pour origine la réglementation en vigueur, les règles de l'art ou des documents contractuels.

Il incombe en conséquence à ces personnes, et nonobstant les dispositions prises par l'exploitant de GRTgaz (dénommé «GRTgaz» dans la suite du texte), de prendre sous leur responsabilité toute mesure appropriée en vue de sauvegarder la sécurité des personnes, les biens (notamment les ouvrages gaziers) et l'environnement.

2. INTRODUCTION

Le transport du gaz naturel à haute pression est essentiellement effectué par des Canalisations en acier enterrées recouvertes extérieurement d'un revêtement et comportant des installations associées souterraines ou aériennes ou subaquatiques.

La rupture de l'une de ces Canalisations peut avoir des conséquences particulièrement graves pour les personnes et entraîner par ailleurs l'arrêt de l'alimentation des communes et des clients industriels desservis par ces Canalisations.

Dans le cadre de la prévention des incidents provoqués par des travaux réalisés à proximité des Canalisations, GRTgaz a décidé d'élargir aux projets de travaux le principe de recommandations techniques écrites prévu par la réglementation pour la réalisation des

travaux à proximité des Canalisations.

3. INFORMATION DE GRTgaz SUR LES PROJETS DE TRAVAUX

Il est souhaitable, dans un but d'efficacité et parce que les impacts sur les ouvrages de transport peuvent être importants (voir par exemple le 4.1.j), que GRTgaz soit informé de la nature des travaux projetés **le plus tôt possible**, voire au premier stade de l'élaboration du projet. Toute modification apportée au projet par le maître d'ouvrage doit être communiquée à GRTgaz.

4. RECOMMANDATIONS GENERALES POUR LES PROJETS DE TRAVAUX DE TIERS

Les Canalisations établies en domaine privé font l'objet d'une convention de servitude régissant la nature des travaux pouvant être effectués dans la bande de servitudes non aedificandi. Les spécifications techniques de cette convention de servitude seront respectées

4.1 Recommandations pour la conception

a) **Présence de lignes ou câbles électriques de tension supérieure ou égale à 63 kV en parallèle au tracé d'une Canalisation : induction permanente**

Un calcul de montée en tension par induction dans les zones de parallélisme entre les ouvrages doit être réalisé et soumis à l'approbation de GRTgaz.

La montée en tension est due à une induction permanente qui est fonction de la charge de la ligne et de l'état du revêtement de la Canalisation.

Il n'est pas admis que la Canalisation soit

soumise à une tension alternative induite en régime permanent supérieure à 10 V.

b) **Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 63 kV : contrainte de conduction seule (cas d'un simple croisement sans parallélisme)**

Les distances minimales à respecter sont les suivantes :

Tension nominale de la ligne (kV)	Distance minimale à respecter entre la Canalisation et le pied de pylône pour une résistivité de sol $\leq 1000 \Omega$ (en mètres)	
	sans câble de garde	avec câble de garde
63	20	10
90	28	10
225	130	30
400	250	40

Si ces distances ne peuvent être respectées ou si la résistivité du sol est supérieure aux 1000Ω , une étude spécifique doit être systématiquement menée et soumise à l'approbation de GRTgaz.

c) **Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 63 kV : contrainte d'induction (liée à la présence d'un parallélisme)**

Les distances à respecter sont les mêmes que celles indiquées dans le 4.1 b).

Les Canalisations relevant de l'arrêté du 11 mai 1970 modifié sont également soumises à l'arrêté du 17 mai 2001 "Energie Electrique - Condition de distribution". Conformément à l'article 75 de ce dernier arrêté, les contraintes électriques combinées (somme des tensions accidentelles par induction et conduction) sur les Canalisations ne doivent pas dépasser 5 kV.

Le calcul des contraintes électriques combinées doit être réalisé et soumis à l'approbation de GRTgaz.

d) **Ligne électrique en surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface**

Le surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface est interdit. La distance minimale à respecter entre ces installations gazières et une ligne électrique est soumise à l'approbation de GRTgaz.

e) **Poste de transformation électrique de tension supérieure ou égale à 63 kV**

La Canalisation doit être située à l'extérieur de la sphère d'équipotentialité à 5 kV autour du poste de transformation en cas de défaut. La distance entre la Canalisation et la mise à la terre du poste de transformation électrique ne peut en aucun cas être inférieure à 2 mètres.

f) **Prise de terre des lignes électriques de tension inférieure à 63 kV ou d'un paratonnerre**

La distance minimale entre la Canalisation et l'extrémité la plus proche d'une quelconque ligne de terre d'installation électrique de tension inférieure à 63 kV ou de paratonnerre est de 5 mètres.

g) **Mines, carrières, extraction de matériaux**

La définition du périmètre d'exploitation de ces installations doit prendre en compte l'existence de la Canalisation et l'influence des mouvements du sol possibles sur les ouvrages du transport de gaz. Une étude géologique sur la stabilité des terrains doit être fournie à GRTgaz pour les Canalisations situées à moins de quarante mètres du périmètre d'exploitation. Par ailleurs, l'utilisation d'explosifs est soumise aux dispositions du paragraphe 4.4.

Des dispositifs de suivi des déplacements du sol et des contraintes mécaniques s'exerçant sur la Canalisation peuvent être demandés par GRTgaz.

La circulation des engins est traitée selon les dispositions prévues au paragraphe 4.3.

h) **Voies ferrées**

L'implantation éventuelle de voies ferrées au-dessus d'une Canalisation existante n'est pas admise sans la prise en compte des efforts mécaniques supplémentaires induits sur la canalisation.

Une étude spécifique doit être fournie à GRTgaz par le maître d'ouvrage.

Dans le cas de voies électrifiées, l'influence éventuelle de l'électrification sur le fonctionnement des dispositifs de protection contre la corrosion des Canalisations doit être examinée conjointement.

i) Plans d'eau - fossés - drainage

La profondeur minimale d'enfouissement des Canalisations doit toujours être conforme à la réglementation applicable. Les travaux ne doivent pas avoir pour conséquence de modifier cette profondeur sans accord préalable de GRTgaz.

La création de plans d'eau ou de fossés au dessus de Canalisations existantes doit faire l'objet d'une étude. Le maître d'œuvre doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet avec les Canalisations concernées.

Les plans de drainage doivent être communiqués à GRTgaz, et les croisements multiples des installations de drainage avec les Canalisations sont à éviter.

j) Routes, autoroutes, construction d'ouvrages d'art et de bâtiments

Les ouvrages de transport de gaz naturel par Canalisation sont soumis à des dispositions réglementaires qui associent notamment les caractéristiques mécaniques des ouvrages (nuance d'acier, épaisseur) au degré d'urbanisation et au caractère de l'environnement (domaine public national, établissement recevant du public, installations classées pour la protection de l'environnement...).

Le maître d'œuvre doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la Canalisation concernée. Les délais nécessaires à l'exploitant pour réaliser la mise en conformité éventuelle de la Canalisation avec l'évolution projetée de l'urbanisation ou de l'environnement sont à prendre en compte par le maître d'ouvrage dans la planification de son projet.

Les frais correspondants font l'objet d'une convention préalable financière et technique entre les parties.

Les fouilles, terrassements ou sondages

atteignant 5 mètres de profondeur et exécutés à moins de 40 mètres des ouvrages doivent faire l'objet d'une étude particulière.

L'utilisation d'explosifs ou de techniques de vibrofonçage ou autres, génératrices de vibrations, est soumise aux dispositions du paragraphe 4.4.

k) Stations service, installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazières de surface et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation de GRTgaz.

l) Bases de loisirs, installations de plein air

Le maître d'œuvre doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la Canalisation concernée.

m) Eolienne

Dans le cas où l'implantation serait à une distance égale ou inférieure, à 4 fois le cumul de la hauteur du mât augmentée de la longueur de la pale montée sur le rotor, le maître d'œuvre ou son représentant doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la canalisation concernée.

4.2 Pose de conduites, drains, ou câbles

a) En parcours parallèle

En domaine public, la distance entre les génératrices extérieures de tout nouvel ouvrage et de la Canalisation existante doit être supérieure à 0,5 m.

b) Croisement

Le croisement d'une Canalisation doit respecter les préconisations décrites en ANNEXE 1. La mise en place, au niveau de chaque croisement, d'un grillage avertisseur pour signaler la présence de la Canalisation est impérative.

En cas de croisement d'une Canalisation de transport de gaz et d'une conduite, d'un drain ou d'un câble, une distance d'au moins 0,40 m

doit séparer les génératrices voisines.

En cas de croisement de la Canalisation avec des câbles ou des conduites placés en fourreau, il y a lieu de s'assurer qu'un débordement suffisant du fourreau existe de part et d'autre du point de croisement.

c) Ouvrage sous protection cathodique

La pose d'ouvrage sous protection cathodique à proximité d'une Canalisation (croisement ou parallélisme) doit faire l'objet d'une étude d'influence mutuelle soumise à l'approbation de GRTgaz.

4.3 Charge et/ou circulation provisoire au-dessus des Canalisations

Quand un terrain où se trouve une Canalisation doit être aménagé, même provisoirement, en aire de stockage, de remblai ou en piste d'accès ou aire de stationnement susceptible d'être utilisée par des véhicules lourds, il convient :

1. de mesurer la profondeur d'enfouissement de la Canalisation par des sondages manuels réalisés conformément aux recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (*) par celui qui projette les travaux,

2. de calculer les niveaux de contraintes induits sur la Canalisation par les aménagements, le roulement et le stationnement des véhicules,

3. d'installer, systématiquement, des dispositifs de protection de la Canalisation appropriés pendant toute la durée du chantier.

Les calculs de contraintes et des dispositifs de protection sont soumis à l'agrément de GRTgaz.

(*) ces recommandations sont disponibles auprès de GRTgaz sur simple demande

4.4 Explosifs et vibrations à proximité des Canalisations

L'utilisation d'explosifs, de techniques de vibrofonçage ou autres génératrices de

vibrations à moins de 100 mètres d'une Canalisation est soumise à l'accord préalable de GRTgaz à qui le maître d'œuvre communiquera les informations nécessaires à une prise de décision.

En cas de litige, GRTgaz pourra faire appel à un expert agréé.

4.5 Accès aux ouvrages

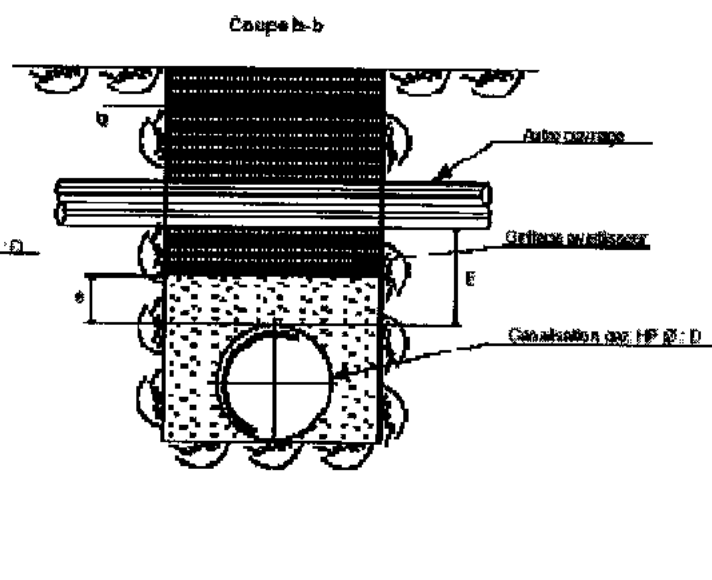
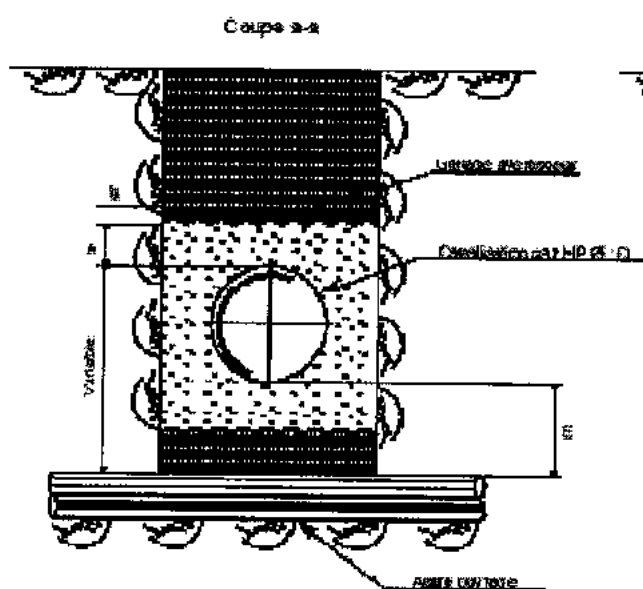
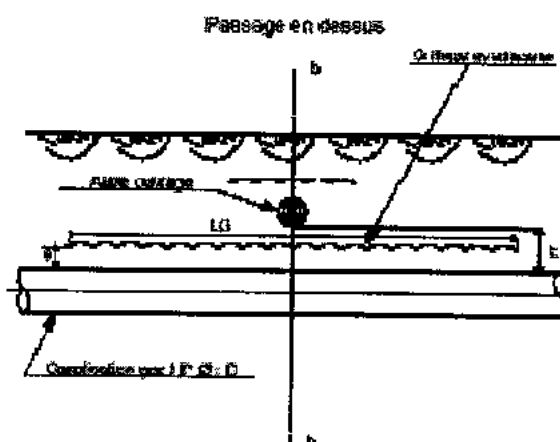
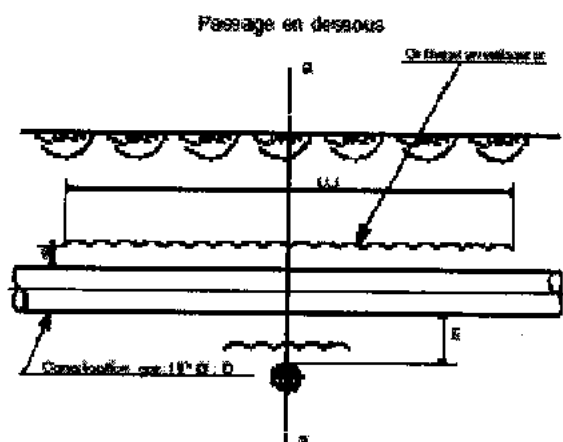
L'accès aux ouvrages, installations de surface et Canalisations de transport de gaz naturel, doit être maintenu libre pendant toute la durée des travaux.

5.FRAIS

Les frais entraînés par la mise en œuvre des recommandations qui précèdent ainsi que des recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des Canalisations (ces recommandations sont disponibles auprès de GRTgaz sur simple demande) sont à la charge du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre..

Les interventions de l'exploitant de la canalisation de transport de gaz naturel sont gratuites lorsqu'il s'agit d'actions relatives à la préparation et à la surveillance des ouvrages (détection, balisage, contrôle de l'état des ouvrages, réfections du revêtement sans endommagement de l'acier, etc...).

PRECONISATIONS A RESPECTER LORS DU CROISEMENT D'UNE CONDUITE DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL PAR UN AUTRE OUVRAGE (conduite, drain, câble)



		Valeur minimale (m) à respecter
E	Distance entre les génératrices de la canalisation et de l'autre ouvrage	0,4
e	Distance entre la génératrice supérieure de la canalisation et le grillage avertisseur	0,2
LG	Longueur du grillage avertisseur	Suivant l'environnement local
lg	Largeur du grillage avertisseur	$D+0,4$



8



REGION NORD EST
AGENCE D'EXPLOITATION DE LILLE-BETHUNE



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
MISSION AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
100 AVENUE WINSTON CHURCHILL - SP 7
62022 ARRAS CEDEX

VOS REF.

MOS REF. G. L/G.VAs

INTERLOCUTEUR Gilles LECOUSTEY

OBJET Plan Local d'Urbanisme

LIEU Commune : Widehem

Annezin, le

28 MARS 2007

Messieurs,

Suite à votre Demande de révision globale du P.L.U. du 01 mars 2007, nous vous informons que GRTgaz - Région Nord Est - Agence d'Exploitation de Lille-Béthune exploite la canalisation de transport de gaz haute pression suivante :

→ "NESLES - ETAPLES" - DN 200 mm.

à proximité de vos travaux.

Lors de l'étude, vous devrez impérativement respecter les points suivants :

Notre ouvrage étant situé en emplacement de catégorie B, le nouvel arrêté du 4 août 2006 (portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles,...) :

dans son article 7 reprend les prescriptions suivantes :

- dans un rayon de 35 m (effets létaux significatifs), la densité d'occupation doit être inférieure à 80 personnes à l'hectare et l'occupation totale inférieure à 300 personnes.

dans son article 8 reprend les prescriptions suivantes :

- Pour la canalisation nommée ci-dessus, la distance minimale autorisée est de 55 m (premiers effets létaux) entre notre canalisation et les établissements recevant du public (E.R.P) de catégorie 1 à 3.
- Pour les établissements de la 4^{ème} catégorie susceptibles de recevoir plus de 100 personnes, la distance minimale autorisée est de 35 m (effets létaux significatifs) entre notre canalisation et l'E.R.P.

Néanmoins, il existe une possibilité de disposition compensatoire :

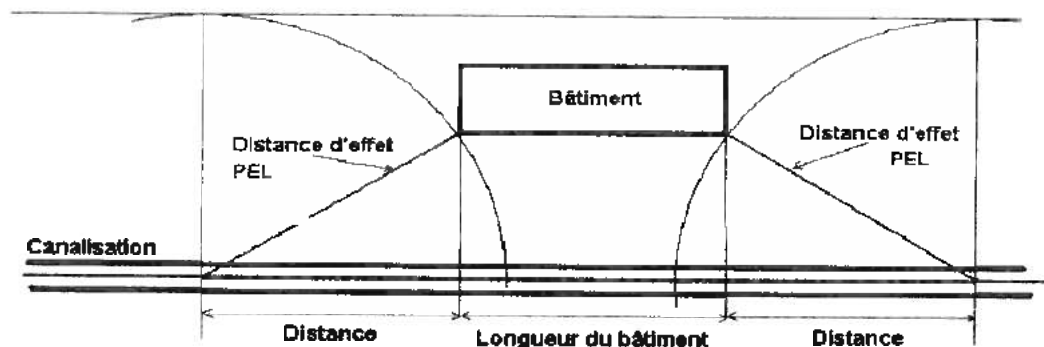
- La mise en place d'une dalle de protection permet une distance d'éloignement des établissements réduite à 4 m de la canalisation.

GRTgaz - Rd de la République - BP 34 - 62232 ANNEZIN - téléphone 03 21 64 79 30 - télécopie 03 21 64 79 40 - www.grtgaz.com

28 MAR. 2007

— JERU

- La longueur de la canalisation à protéger correspond à la longueur du bâtiment augmentée d'une distance de 55 m de part et d'autre du bâtiment (premiers effets létaux- PEL) comme l'indique le schéma ci-dessous.



Longueur à protéger = Distance + Longueur du bâtiment + distance

De plus, lors de vos travaux, vous devrez respecter les prescriptions suivantes:

- La canalisation «Nesles - Etaples» est protégée par une bande de servitude non aedificandi de 6 mètres de large, (4 m à droite et 2 m à gauche) (canalisation compatible avec un emplacement en catégorie B).
- Dans cette bande de servitude, toute construction est interdite (sauf les murets de moins de 0,40 m) ainsi que la plantation d'arbres de plus de 2,70 m et / ou dont les racines descendent à plus de 0,60 m.
- Dans la bande de servitude, le profil du terrain doit être respecté et il doit toujours rester une hauteur minimum de 1 m au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation.
- Pas de fondation dans la bande de servitude de la canalisation (bord de fouille).
- En cas de croisement par un chemin d'accès lors des travaux de construction, une protection complémentaire devra être faite par une dalle béton dont les caractéristiques vous seront transmises par GRTgaz.
- Les clôtures devront faire l'objet d'un accord avec GRTgaz.
- Toutes les entreprises et les sous-traitants devront nous envoyer une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux, 10 jours francs avant le début des travaux, conformément à l'Arrêté Ministériel n° 91-1147 du 14 Octobre 1991.

Vous trouverez en annexe toutes les recommandations.

Nous vous joignons, à titre indicatif, le plan de pose de cette canalisation.



REGION NORD EST
AGENCE D'EXPLOITATION DE LILLE-BETHUNE

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile de nous demander et vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by several vertical strokes.

Olivier JEANNIN
LE CHEF D'AGENCE D'EXPLOITATION
DE LILLE-BETHUNE

A second, more detailed handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop and a series of vertical strokes.

P.J. : Plan + Recommandations Techniques

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

La présente réponse concerne uniquement les ouvrages de transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz.

Sur le territoire national, d'autres ouvrages de transport de gaz haute pression et de distribution de gaz à basse et moyenne pression sont exploités par EDF Gaz de France Distribution ou par d'autres opérateurs.

Les plans des ouvrages vous sont envoyés par courrier.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.

Code des postes et télécommunications, articles L. 57 à L. 62 inclus et R. 27 à R. 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications et télédiffusion).

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du ministre de l'industrie. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient, après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble du dossier d'enquête au comité de coordination des télécommunications. En cas d'avis défavorable de ce comité il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 31 du code des postes et télécommunications).

Le plan des servitudes détermine autour des centres de réception classés en trois catégories par arrêté du ministre dont le département exploite le centre (art. 27 du code des postes et télécommunications) et dont les limites sont fixées conformément à l'article 29 du code des postes et télécommunications les différentes zones de protection radioélectrique.

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 31 du code des postes et des télécommunications).

Zone de protection

Autour des centres de réception de troisième catégorie, s'étendant sur une distance maximale de 200 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone.

Autour des centres de réception de deuxième catégorie s'étendant sur une distance maximale de 1 500 mètres des limites des centres de réception au périmètre de la zone.

Autour des centres de réception de première catégorie s'étendant sur une distance maximale de 3 000 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone.

Zone de garde radioélectrique

Instituée à l'intérieur des zones de protection des centres de deuxième et première catégorie s'étendant sur une distance de 5 000 mètres et 1 000 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone (art. R. 28 et R. 29 du code des postes et des télécommunications), où les servitudes sont plus lourdes que dans les zones de protection.

B. - INDEMNISATION

Possible, si l'établissement des servitudes cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct, matériel et actuel (art. L. 62 du code des postes et télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 59 du code des postes et des télécommunications).

Les frais motivés par la modification des installations préexistantes incombent à l'administration dans la mesure où elles excèdent la mise en conformité avec la législation en vigueur, notamment en matière de troubles parasites industriels (art. R. 32 du code des postes et des télécommunications).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Au cours de l'enquête

Possibilité pour l'administration, en cas de refus des propriétaires, de procéder d'office et à ses frais aux investigations nécessaires à l'enquête (art. L. 58 du code des postes et des télécommunications).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires et usagers sont tenus, à la demande des agents enquêteurs, de faire fonctionner les installations et appareils que ceux-ci considèrent comme susceptibles de produire des troubles (art. L. 58 du code des postes et des télécommunications).

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargée de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes et dans les propriétés closes et les bâtiments, à condition qu'ils aient été expressément mentionnés à l'arrêté préfectoral (art. R. 31 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones de protection et même hors de ces zones

Obligation pour les propriétaires et usagers d'une installation électrique produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception de se conformer aux dispositions qui leur seront imposées par l'administration pour faire cesser le trouble (investigation des installations, modifications et maintien en bon état desdites installations) (art. L. 61 du code des postes et des télécommunications).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Dans les zones de protection et de garde

Interdiction aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ces appareils un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre (art. R. 30 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones de garde

Interdiction de mettre en service du matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre (art. R. 30 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires de mettre en service des installations électriques sous les conditions mentionnées ci-dessous.

Dans les zones de protection et de garde

Obligation pour l'établissement d'installations nouvelles (dans les bâtiments existants ou en projet) de se conformer aux servitudes établies pour la zone (instruction interministérielle n° 400 C.C.T. du 21 juin 1961, titre III, 3.2.3.2, 3.2.4, 3.2.7 modifiée).

Lors de la transmission des demandes de permis de construire, le ministre exploitant du centre peut donner une réponse défavorable ou assortir son accord de restrictions quant à l'utilisation de certains appareils ou installations électriques.

Il appartient au pétitionnaire de modifier son projet en ce sens ou d'assortir les installations de dispositions susceptibles d'éviter les troubles. Ces dispositions sont parfois très onéreuses.

Dans les zones de garde radioélectrique

Obligation d'obtenir l'autorisation du ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre pour la mise en service de matériel électrique susceptible de causer des perturbations et pour les modifications audit matériel (art. R.30 du code des postes et des télécommunications et arrêté interministériel du 21 août 1953 donnant la liste des matériels en cause).

Sur l'ensemble du territoire (y compris dans les zones de protection et de garde)

Obligation d'obtenir l'autorisation préalable à la mise en exploitation de toute installation électrique figurant sur une liste interministérielle (art. 60 du code des postes et des télécommunications, arrêté interministériel du 21 août 1953 et arrêté interministériel du 16 mars 1962).

TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications, groupement des contrôles radioélectriques, C.N.E.S.).

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête au Comité de coordination des télécommunications. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

A une distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

La distance maximale à partir des limites du centre peut être de 2 000 mètres.

Secteur de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 360° autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

*b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique
par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz*

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

B. - INDEMNISATION

Possible si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal : C.J.E.G. 1980, p. 161).

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
Agence Régionale de Santé
du Nord-Pas-de-Calais

**Champ captant d'eau potable du Syndicat des Eaux et Assainissement à la carte de la
région de WIDHEM**

sis sur le territoire de FRENCQ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**Déclaration d'utilité publique concernant la dérivation des eaux souterraines et
l'instauration de périmètres de protection autour du captage**

Autorisation d'utilisation à des fins de consommation humaine

Autorisation de prélèvement au titre du Code de l'Environnement (livre II, titre 1^{er})

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10 et
R.1321-1 à R. 1321-63 ;**

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Minier et notamment l'article 131 ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 126-1, R.123-14, R.123-22 ;

**VU le Code de l'Environnement, notamment le livre II et les articles L. 214-1 à L.214-6, L.
214-8 à L. 215-13 ;**

**VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et
de déclaration prévues par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement ;**

**VU le décret du 8 janvier 2009 portant nomination de M. Pierre de BOUSQUET de
FLORIAN, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;**

**VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à
l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;**

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 modifié ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la circulaire interministérielle du 8 janvier 1993 concernant l'application de l'article L 214-15 du Code de l'Environnement et relative aux périmètres de protection des captages des eaux destinées à l'alimentation humaine ;

VU la circulaire interministérielle du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-10-118 du 5 février 2010 portant délégation de signature ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 4 décembre 2007 ;

VU la délibération en date du 6 janvier 2006 par laquelle le comité du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la région de WIDEHEM (devenu le 23 juin 2009 le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM)

1°) sollicite la Déclaration d'Utilité Publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection pour ses installations de prélèvement d'eau de nappe utilisée à des fins domestiques et située sur le territoire de la commune de FRENCQ.

2°) prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les préjudices directs matériels et certains qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration de servitudes autour des installations de prélèvements d'eaux souterraines.

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2009 prescrivant l'ouverture, dans les communes de FRENCQ, HALINGHEN, TINGRY et WIDEHEM du 21 décembre 2009 au 22 janvier 2010, des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire et enquête au titre du Code de l'Environnement ;

VU les résultats des enquêtes conjointes, les procès-verbaux et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 12 février 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 avril 2010 ;

VU le porter-à-connaissance de M. le Président du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM en date du 05 mai 2010 ;

CONSIDÉRANT :

- que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable
- que les captages d'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM ne bénéficient pas d'une protection naturelle permettant d'assurer efficacement la qualité des eaux.
- que, par conséquent, la mise en place de périmètres de protection autour des captages d'eau potable de FRENCQ est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;

- La demande de modification émise par le Syndicat des Eaux et d'Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM, le 28 mai 2010 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nord - Pas-de-Calais :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau potable du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM situé à FRENCQ tels qu'ils figurent sur le plan de délimitation et parcellaire ci-annexé.

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement

2.1. Le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM est autorisé à utiliser une partie des eaux souterraines recueillies dans ce captage, situé à FRENCQ, hameau de Le Turne, en vue de la consommation humaine.

2.2. Le prélèvement d'eau du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM ne pourra excéder :

150 m³/h ; 3000 m³/j ; 750 000 m³/an

Les rubriques concernées du Code de l'Environnement sont les suivantes :

Rubrique	Extrait de la rubrique	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrages souterrains, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	DÉCLARATION
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m ³ .	AUTORISATION

2.3. Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative sur rapport de M. le Directeur de l'ARS.

2.4. Le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM devra permettre à toute autre collectivité dûment autorisée par arrêté préfectoral d'utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces collectivités prendront à leur charge les frais d'installation et d'exploitation de leurs propres ouvrages.

ARTICLE 3 : Caractéristiques du point de prélèvement

Le point de prélèvement d'eaux souterraines déclaré d'utilité publique est repéré, sur la commune de FRENCQ par :

- Hameau de le Turne à FRENCQ ;
- indice national : 0010-7X-0212(F1) et (à définir) (F2)
- coordonnées Lambert I : X = 554,670 ; Y = 321,425 ; Z = + 65 m NGF;
- parcelle cadastrale : section ZV n° 5.

Les ouvrages de captage d'eau auront une profondeur totale de 50 mètres. La nappe captée est celle des craies du SENONIEN et du TURONIEN Supérieur.

ARTICLE 4 : Indemnisation

Conformément à l'engagement pris par le Comité Syndical lors de la séance du 6 janvier 2006, le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Il devra également, d'une façon générale, indemniser et faire indemniser tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection.

ARTICLE 5 : Périmètres de protection des captages

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Dispositifs de mesure de suivi et d'amélioration de la distribution

Conformément à l'article L 214-8 du Code de l'Environnement, l'ouvrage devra être pourvu des moyens de mesure appropriés ; l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement. L'ouvrage sera par ailleurs équipé de telle sorte que la mesure des niveaux de la nappe puisse y être faite.

Les données correspondantes seront conservées 3 ans et fournies à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en cas de demande.

Le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM devra réaliser un état des lieux des consommations, de son réseau et de ses interconnexions avec d'autres réseaux. Ce bilan sera communiqué dans l'année qui suivra la notification du présent arrêté à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et à l'ARS. Il sera accompagné d'un programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre un rendement de 75 % du réseau si ce n'est pas déjà le cas et une sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'ensemble de la population qu'il dessert notamment en cas de pollution ou en période d'étiage.

Conformément à l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée, par le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM, à son mode d'exploitation et à son affectation de nature à entraîner un changement notable des éléments, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de M. le Directeur de l'ARS, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires

(P4)

ARTICLE 7 : Périmètres de Protection

Conformément à l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

Compte tenu des résultats des expertises hydrogéologiques et de la consultation administrative, la protection réglementaire du point d'eau peut être envisagée.

Ces mesures de protection sont établies conformément à l'article L.1321 du Code de la Santé Publique et au décret d'application n° 2001-1220 du 20 décembre 2001. Elles sont définies comme suit, en fonction de la vulnérabilité de la nappe et du captage, ainsi que de l'environnement existant.

Au vu du rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 15 mars 2007 et complété le 30 avril 2009, 3 périmètres de protection sont établis :

- un périmètre de protection immédiate : 2869 m²
- un périmètre de protection rapprochée : 55 ha 30 a
- un périmètre de protection éloignée : 186 ha 75a

ARTICLE 8 : Servitudes et mesures de protection

8.1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

Il doit être acquis en pleine propriété par le Syndicat, y compris le chemin d'accès, entièrement clôturé à hauteur de 2 mètres, fermé à clé. Y sont interdits l'accès des personnes non mandatées par le propriétaire du captage et toutes activités que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage. Les chambres de captage seront télé-surveillées par des dispositifs d'alarme anti-intrusion permettant de donner l'alerte en temps réel et de couper l'alimentation en eau et dotée d'une signalétique précisant le Maître d'Ouvrage, le nom de la commune d'implantation, la désignation du captage et le n° BRGM. La parcelle section ZV n°5 constituant le périmètre de protection immédiate doit être propriété du syndicat.

Les chambres de captage seront télésurveillées par un dispositif d'alarme anti-intrusion permettant, en cas d'intrusion intempestive, de donner l'alerte en temps réel et de couper l'alimentation en eau.

Dans ce périmètre sont interdits le stockage de produits (en particuliers hydrocarbures et phytosanitaires), matériels et matériaux même réputés inertes, l'épandage d'engrais, de produits chimiques ou phytosanitaires. L'aire de ce périmètre pourra être plantée d'arbres. Dans le cas où un transformateur électrique équiperait le captage, on vérifiera sa compatibilité avec le Règlement Sanitaire Départemental.

8.2- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

Dans ce périmètre, sont interdites les activités suivantes :

- a) le forage des puits autres que ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de la qualité,
- b) l'ouverture, l'exploitation, de carrières ou d'excavations autres que carrières,
- c) le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- d) l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- e) l'implantation d'ouvrages de transports d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées,
- f) l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

95

g) les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire,

h) l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique, agricole ou industrielle,

i) l'épandage des sous produits industriels ou urbains (boues de station d'épuration, matière de vidange...),

j) le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier (stockage permanent), d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures,

k) le retournement des pâtures (sauf toujours en herbe),

l) l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage,

m) le camping même sauvage et le stationnement de caravanes,

n) l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, mêmes provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,

o) la création ou l'extension de cimetières,

p) la création de nouvelles voies de communication à forte densité de circulation,

q) le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés ; dans ce dernier cas, une notice (ou étude d'impact préalable) précisera les conditions conservatoires,

r) la création d'étangs ou de mares,

s) toute activité industrielle nouvelle,

t) la réalisation de fossé ou de bassin d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale,
- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité de l'eau souterraine,
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du périmètre de protection immédiate des captages),
- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation,

8-3 A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Seront réglementées toutes activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau distribuée, dans le strict respect de la réglementation générale, et tout particulièrement les activités interdites en périmètre de protection rapprochée.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais, de fumiers et de lisiers sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux. Cette limitation résultera du respect des règles agronomiques de bonnes pratiques culturales. Elle tiendra compte des reliquats azotés. Elle conduira à la mise en application du code de bonnes pratiques agricoles. En cas de problèmes rencontrés, une concertation avec les Représentants de la Chambre d'agriculture, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et de l'Agence de l'Eau sera nécessaire.

8-4- Mesures d'accompagnement :

En outre, la bonne implantation hydrogéologique du captage de FRENCQ ne doit pas masquer sa vulnérabilité ; ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures de protection, il faudra prévoir par ailleurs les opérations suivantes :

- **Chambre de captage** : une chambre de captage sera réalisée selon les règles de l'art. L'ensemble des équipements devra être conforme à la réglementation (margelle de puits ; capot de protection ; robinet de puisage pour prélèvement de contrôle ; étanchéité de la tête de forage ;

aération ; peinture et propreté ; équipement d'un dispositif d'alerte anti-intrusive relié en permanence sur la personne d'astreinte du Syndicat des Eaux à la Carte de la Région de WIDEHEM),

- **Forage** : le nouveau forage (F2) d'un diamètre minimum de 600 mm sera foncé jusqu'à 50 m au centre de la parcelle constituant le périmètre de protection immédiate,

- **Clôture du périmètre de protection immédiate** : mise en place d'une clôture rigide (2 mètres minimum) et la porte d'accès au périmètre de protection immédiate,

- **Traitement de l'eau** : un système de désinfection automatique sera mis en place et maintenu en parfait état de fonctionnement,

- **Surveillance piézométrique** : implantation de trois piézomètres permettant la surveillance piézométrique en continu de l'influence des captages (F1 et F2), à l'amont nappe du forage dans les axes de vallons,

- **Volet agricole** : une campagne de sensibilisation à vocation agronomique sera mise en place avec le concours éventuel de la Chambre d'Agriculture pour préciser au sein des périmètres l'application du code des bonnes pratiques culturales, le stockage temporaire des fumiers, la maîtrise des pollutions diffuses d'origine agricole, la maîtrise de la fertilisation et de l'utilisation des produits phytosanitaires ; l'implantation éventuelle de CIPAN (Cultures Pièges Intermédiaires à Nitrates), les recommandations de stockage (betteraves, fumiers) ainsi que l'actualisation des plans d'épandage et le strict respect des périodes d'épandages, des techniques d'enfouissement et des doses d'apport sur les parcelles. Cette démarche pourra s'effectuer sous forme de journées d'animation auprès des agriculteurs exploitants au sein des périmètres de protection.

- **Volet hydraulique** : Une campagne de sensibilisation sur la maîtrise de l'érosion et des ruissellements sera mise en place avec le concours éventuel de la Chambre d'Agriculture ou de l'intercommunalité pour préciser à l'amont du captage les mesures à entreprendre. Des mesures antiérosives spécifiques sur le bassin d'alimentation du captage devront être mises en place. La continuité hydraulique des fossés et exutoires de la nappe devra être assurée au droit des captages et à l'aval des fossés afin d'éviter toute inondation dans le périmètre de protection rapprochée.

- **Comblement des forages de LEFAUX et CORMONT** : il ne pourra être entrepris que lorsque le captage de FRENCQ aura apporté toutes les garanties qualitatives au terme de 3 ans de fonctionnement normal. Une procédure réglementaire d'abandon devra être menée et le comblement de ces ouvrages effectués selon les règles de l'Art.

- **Autres mesures** :

- le dépôt de fumier qui était implanté à proximité du piézomètre de contrôle devra être évacué

- mise en place d'un stockage sur aire étanche avec recueil des jus en fosse étanche à établir au point le plus éloigné et en position aval des forages (lieu-dit « le bout des rues » – section ZV parcelle 15 dans le périmètre de protection rapproché).

ARTICLE 9 :

Les opérations citées à l'alinéa I de l'article 7 du présent arrêté, ainsi que celles citées à l'alinéa IV de l'article 7 du présent arrêté dont il sera dressé procès-verbal par M. le Directeur de l'ARS seront effectuées par les soins M. le Président du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM.

ARTICLE 10 :

Les installations, activités et dépôts visés à l'article 8 du présent arrêté existant dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté seront recensés par les soins de M. le Président du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM et la liste en sera transmise à M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Ces activités, dépôts et installations seront examinés au cas par cas. M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas de Calais notifiera alors au propriétaire concerné, les conditions à respecter pour la protection des captages - objet du présent arrêté - ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette notification pourra se faire si nécessaire, par arrêté préfectoral.

ARTICLE 11 :

En application du présent arrêté, le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt réglementé, conformément à l'article 8 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation faire part à M. le Directeur de l'ARS de son intention, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi qu'à son écoulement et aux milieux aquatiques associés ;

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés

Une expertise hydrogéologique pourra éventuellement être prescrite par l'Administration et sera alors effectuée par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 12 : Utilisation de l'eau pour la consommation humaine - contrôle Sanitaire

Le Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM est autorisé à utiliser et distribuer l'eau prélevée en vue de la consommation humaine.

Les eaux pompées subiront, avant distribution, un traitement de désinfection par chloration gazeuse.

Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigée par le Code de la Santé Publique, le contrôle de leur qualité ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement, seront assurés par l'ARS. A cette fin, des robinets de prélèvement devront être aménagés à l'exhaure du forage avant le point d'injection du chlore et un sur la conduite de refoulement après le point d'injection de chlore.

ARTICLE 13 : Annexion au Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique peut être institué dans les conditions définies par l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 14 : Informations des tiers - publicité

Le présent arrêté sera :

- publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Pas-de-Calais.
- affiché à la mairie des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux locaux.
- notifié à chacun des propriétaires des terrains concernés par le périmètre de protection rapprochée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

98

- conservé par les maires des communes concernées et mis à disposition pour consultation.

ARTICLE 15 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000€ d'amendes.

En application de l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

ARTICLE 16 : Délais de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE.

Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur de l'ensemble des décisions et de 4 ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage, en ce qui concerne l'autorisation de prélèvement d'eau.

ARTICLE 17 : Exécution

M le Secrétaire Général de la Préfecture du PAS-DE-CALAIS, Mme la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER, MM. les Maires de FRENCQ, WIDEHEM, HALINGHEN et TINGRY, M le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental de l'ARS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

ARRAS, le **09 AOUT 2010**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

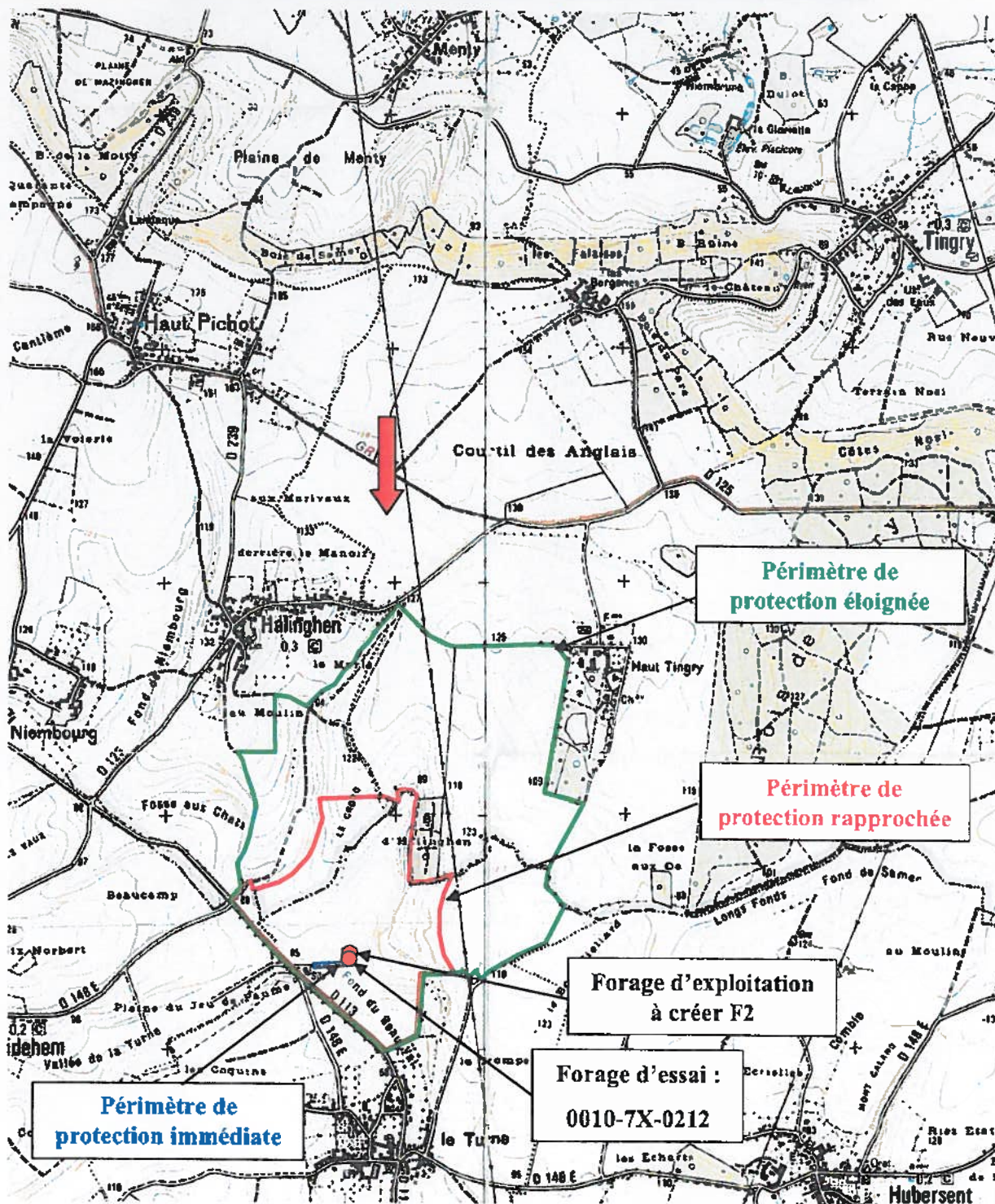

Raymond LE DEUN

PS

copie sera adressée à :

- Mme la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER ;
- M. le Président du Syndicat des Eaux et Assainissement à la Carte de la Région de WIDEHEM ;
- M. le Maire de FRENCQ ;
- M. le Maire de WIDEHEM ;
- M. le Maire d'HALINGHEN ;
- M. le Maire de TINGRY ;
- M. le Directeur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Nord/Pas-de-Calais) ;
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer - Service Eau et Risques ;
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ;
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais ;
- M. le Président du Conseil Général, DAFDD - Service de l'Eau ;
- M. le Président de la Commission Locale de l'Eau ;
- M. MAILLOT, Hydrogéologue Agréé en matière d'Hygiène Publique

**SIADep de la Région de
Widehem**
CARTE DE SITUATION AU 1/25000
Champ captant de Frencq



● Captage et son indice national
➔ Sens d'écoulement de la nappe

CONSERVATION DES EAUX

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1^{er} août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate ;
- le périmètre de protection rapprochée ;
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

B. - INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

C. - PUBLICITÉ

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'Etat).

la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

a) *Eaux souterraines*

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

b) *Eaux de surface* (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé publique).

2° Droits résiduels du propriétaire

Protection des eaux minérales

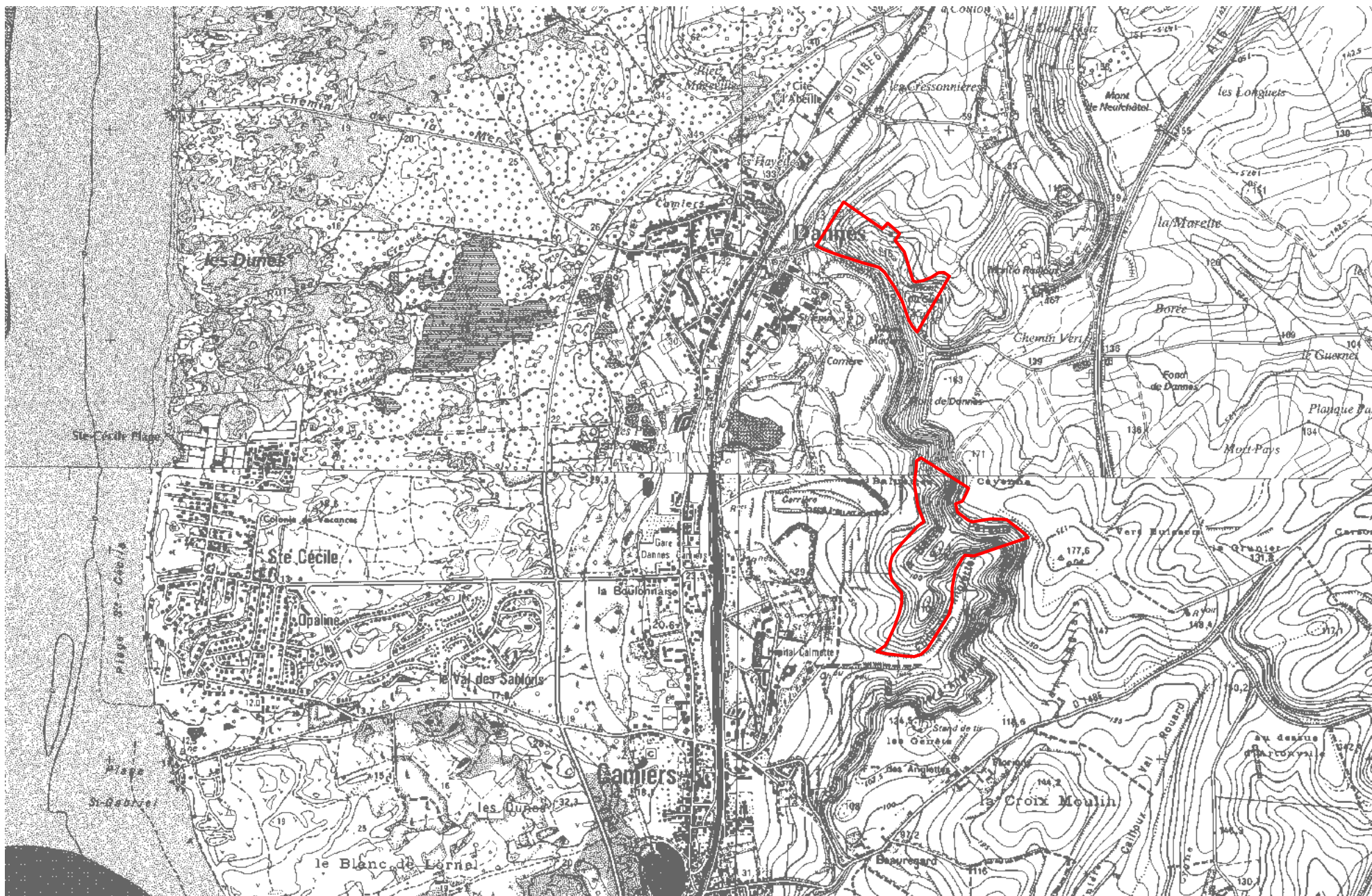
Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).

INFORMATIONS ET OBLIGATIONS DIVERSES

Côteau de Dannes-Camier





PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'EAU ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE
DCVC-EPN-KP/GM-N°2001

ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE DU COTEAU DE DANNES - CAMIERS

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret n°77-1295 du 25 novembre 1977 pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi susvisée ;

VU les articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'Environnement ;

VU les articles R 211-1 et R 211-2 du code rural ;

VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1991 fixant la liste des espèces végétales protégées en région Nord - Pas-de-Calais, complétant la liste nationale ;

VU le rapport scientifique établi par CREPIS FONDATION énumérant la liste des espèces et des habitats remarquables, protégés et/ou menacés observés sur le site ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 9 novembre 2000 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais en date du 17 avril 2001 ;

VU l'avis émis par la Commission départementale des sites, perspectives et paysages en date du 21 mai 2001 siégeant en formation de protection de la nature ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-10-03 du 13 décembre 1999 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il est institué une protection particulière sur les parcelles ou les parties de parcelles telles qu'elles sont représentées sur le plan annexé au présent arrêté et récapitulées dans la liste ci-dessous, en vue de conserver la qualité et la diversité du patrimoine biologique du coteau de Dannes - Camiers et de prévenir la disparition d'espèces végétales légalement protégées et d'habitats naturels menacés.

Les communes de DANNES et CAMIERS sont concernées par cette protection.

Liste des parcelles :

	DANNES	CAMIERS	TOTAL
SUPERFICIE PROPOSEE EN APB	974,53	2 577,18	3 551,71

REFERENCE CADASTRALE	SUPERFICIE DE LA PARCELLE (en ares)	PART CONCERNEE	COMMUNES
AE40	410,40	80%	CAMIERS
AE41	61,40	100%	CAMIERS
AE43	846,20	90%	CAMIERS
AE44	42,70	100%	CAMIERS
AE45	140,00	100%	CAMIERS
AE46	32,30	100%	CAMIERS
AE47	88,10	100%	CAMIERS
AE48	47,70	100%	CAMIERS
AE49	102,90	100%	CAMIERS
AE56	197,30	60%	CAMIERS
AE57	36,30	100%	CAMIERS
AE58	337,10	100%	CAMIERS
AE59	79,80	100%	CAMIERS
AH61	62,40	100%	CAMIERS
AH62	204,00	100%	CAMIERS
AH63	82,00	100%	CAMIERS
AH131	52,20	100%	CAMIERS
AH1	284,80	20%	DANNES
AH10	21,20	100%	DANNES
AH11	18,60	100%	DANNES
AH12	20,30	100%	DANNES
AH13	25,40	100%	DANNES
AH15	54,20	100%	DANNES
AH127	171,50	40%	DANNES
AH128	32,70	50%	DANNES
AH134	139,62	100%	DANNES
AH135	311,88	100%	DANNES
AH152	57,75	100%	DANNES
AH171	282,58	65%	DANNES

ARTICLE 2 :

Les activités cynégétiques continuent à s'exercer librement, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 :

La circulation piétonnière pourra s'effectuer sur les chemins autorisés.

ARTICLE 4 :

Afin de sauvegarder l'intégrité des biotopes et des populations d'espèces protégées pour la plupart menacées, sont interdits :

- La cueillette et/ou la destruction d'espèces végétales sauf si cette destruction a pour objectif la préservation, la gestion ou la restauration du milieu naturel,
- la capture ou le fait de porter atteinte à des espèces animales sauvages, leur œufs, portées ou nids, à l'exception des espèces chassables,
- l'utilisation d'espèces animales, à l'exception de celles introduites dans les conditions de l'article 2,
- le trouble ou le dérangement des animaux sauvages en dehors des périodes de chasse,
- l'introduction d'espèces végétales,
- les travaux publics ou privés de nature à porter atteinte à l'intégrité du milieu et des équilibres biologiques tels que les constructions de quelque nature que ce soit et l'exploitation industrielle, à l'exception des travaux nécessaires aux circulations des engins de la cimenterie d'ORIGNY S.A, et des travaux de gestion conservatoire du patrimoine naturel,
- l'amendement, le drainage, les rejets d'eaux usées et toutes les actions qui pourraient nuire à la qualité et aux niveaux d'eau,
- l'abandon, le déversement, le dépôt provisoire ou définitif de tout détritus ou substances de quelque nature que ce soit ; à l'exception de dépôts provisoires de végétaux issus d'opérations d'entretien ou de restauration du milieu naturel.

ARTICLE 5 :

Pour les mêmes raisons que celles citées à l'article 4, les activités récréatives et sportives suivantes sont également interdites :

- Le campement sauvage,
- Les manifestations sportives collectives,
- La pratique de la moto et du 4 X 4,
- Le Vélo Tout Terrain, excepté sur les chemins prévus à cet effet,
- L'activité équestre, excepté sur les chemins empierrés autorisés et balisés,
- L'allumage de feux,
- Toutes les activités entraînant la dégradation de la végétation du coteau.

.../...

ARTICLE 6 :

ARTICLE 6 :

Les dispositions visées à l'article 4 ne concernent pas les travaux nécessaires au maintien de certains biotopes, qui comprennent en particulier : la restauration et la gestion conservatoire des espèces et habitats menacés (étrépage, fauche, pâturage...) et les travaux de recherche scientifique qui pourraient être menés sur le site.

ARTICLE 7 :

Afin qu'il y ait compatibilité entre la protection instaurée par le présent arrêté et la vocation des territoires définie par les Plans d'Occupation des Sols, ces derniers, par voie de conséquence, devront faire l'objet de modifications.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté ne peut être déféré que devant le Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois à compter de l'exécution des mesures de publicité prévues à l'article 9 pour le demandeur et de 4 ans pour les tiers.

ARTICLE 9 :

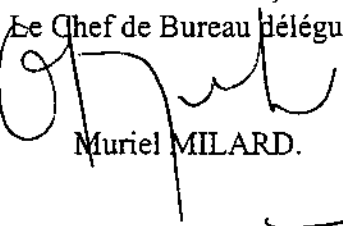
M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, MM. les Sous-Préfets de MONTREUIL-SUR-MER et de BOULOGNE SUR MER, M. le Commandant de Gendarmerie du Pas-de-Calais, M. le Directeur Régional de l'Environnement, M. les Maires de DANNES et de CAMIERS, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, affiché dans les communes concernées et publié dans deux journaux locaux.

ARRAS, le 19 juin 2001

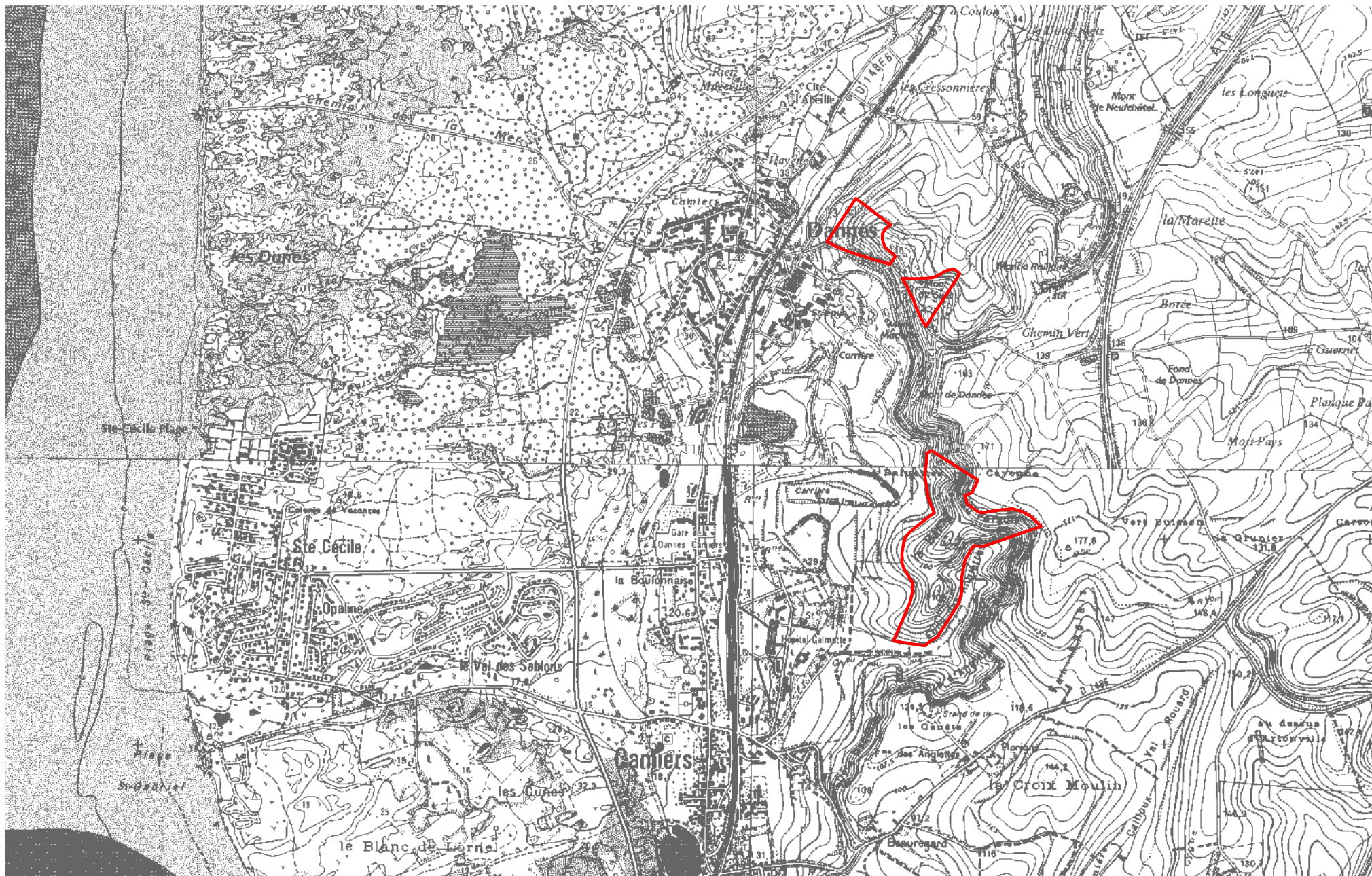
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe CHERVET.

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Muriel MILARD.

Coteau de Dannes-Camiers





PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'EAU ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE
DCVC-EPN-KP/GM-N°2001

ARRETE DE CLASSEMENT EN RESERVE NATURELLE VOLONTAIRE DU COTEAU DE DANNES - CAMIERS

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret n°77-1298 du 25 novembre 1977, et notamment son titre III relatif aux Réserves Naturelles Volontaires ;

VU le décret N° 86-1136 du 17 Octobre 1986 modifiant le décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977 et relatif aux Réserves Naturelles Volontaires ;

VU la demande présentée par la cimenterie d'ORIGNY S.A. d'obtenir l'agrément de propriétés lui appartenant en Réserve Naturelle Volontaire dite du « coteau de DANNES - CAMIERS,

VU les avis des administrations intéressées ;

VU l'avis en date du 21 mai 2001 de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages du Pas-de-Calais siégeant en formation de la protection de la nature ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-10-03 du 13 décembre 1999 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

CHAPITRE I

CREATION ET DELIMITATION DE LA RESERVE NATURELLE VOLONTAIRE DU COTEAU DE DANNES - CAMIERS

ARTICLE 1 :

Sont agréées au titre des réserves naturelles volontaires sous la dénomination « Réserve Naturelle Volontaire du coteau de DANNES - CAMIERS » les parties du territoire appartenant à la société des ciments d'Origny, telles qu'elles sont représentées sur le plan annexé au présent arrêté et récapitulées dans la liste suivante :

	DANNES	CAMIER	TOTAL
SUPERFICIE PROPOSEE EN RNV	486,40	2 577,18	3 063,58

REFERENCE CADASTRALE	SUPERFICIE DE LA PARCELLE (en ares)	PART CONCERNEE	COMMUNES
AE40	410,40	80%	CAMIER
AE41	61,40	100%	CAMIER
AE43	846,20	90%	CAMIER
AE44	42,70	100%	CAMIER
AE45	140,00	100%	CAMIER
AE46	32,30	100%	CAMIER
AE47	88,10	100%	CAMIER
AE48	47,70	100%	CAMIER
AE49	102,90	100%	CAMIER
AE56	197,30	60%	CAMIER
AE57	36,30	100%	CAMIER
AE58	337,10	100%	CAMIER
AE59	79,80	100%	CAMIER
AH61	62,40	100%	CAMIER
AH62	204,00	100%	CAMIER
AH63	82,00	100%	CAMIER
AH131	52,20	100%	CAMIER
AH1	284,80	20%	DANNES
AH10	21,20	100%	DANNES
AH127	171,50	40%	DANNES
AH128	32,70	50%	DANNES
AH134	139,62	100%	DANNES
AH171	282,58	65%	DANNES

ARTICLE 2

Cet agrément est donné pour 6 ans. Il est renouvelable par tacite reconduction sauf demande expresse présentée par le propriétaire, 2 ans au moins avant l'expiration de cette période.

CHAPITRE II

REGLEMENTATION APPLICABLE A L'INTERIEUR DE LA RESERVE NATURELLE VOLONTAIRE

ARTICLE 3

Les activités cynégétiques continuent à s'exercer librement, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4

Afin de sauvegarder l'intégrité des habitats, de la flore et de la faune sauvages, il est interdit, sous réserve des dispositions de l'article 12 du présent arrêté :

- d'introduire des végétaux dans la réserve,
- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux végétaux non cultivés de la réserve, ainsi que de les exporter hors du territoire de la réserve.

ARTICLE 5

Afin de sauvegarder les richesses géologiques et archéologiques, il est interdit, sous réserve des dispositions de l'article 12 du présent arrêté, de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux sols, aux minéraux, aux fossiles ou spécimens archéologiques de la réserve, ainsi que de les exporter hors du territoire de la réserve.

ARTICLE 6

Sous réserve et à l'exception des dispositions prévues aux articles 3 et 12 du présent arrêté, il est interdit :

- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, portées, couvées et nids et de les exporter hors du territoire de la réserve,
- d'introduire des animaux domestiques,

ARTICLE 7

Les activités agricoles, à l'exception des activités pastorales réglementées par convention sous réserve des dispositions de l'article 12 du présent arrêté, sont interdites sur le territoire de la réserve.

En particulier, afin de ne pas banaliser la flore, l'apport d'engrais organiques ou minéraux, d'amendements et l'utilisation de tout produit phytosanitaire sont interdits sauf dans le cadre des dispositions prévues à l'article 12.

ARTICLE 8

Tout travail public ou privé susceptible de modifier ou de porter atteinte à l'aspect ou à l'état de la réserve est interdit sur le territoire de la réserve, sauf ceux prévus dans le cadre des dispositions de l'article 12 du présent arrêté et des travaux nécessaires à la circulation des engins de la cimenterie d'Origny.

ARTICLE 9

L'accès et la circulation de tout véhicule sur le territoire de la réserve sont interdits. La circulation reste cependant autorisée sur l'ensemble de la réserve pour les services de police, de sécurité, de la cimenterie d'Origny ; pour les véhicules agricoles (servitude de passage) et dans le cadre des activités de gestion définies à l'article 12 du présent arrêté .

ARTICLE 10

Le campement, le bivouac ou toute autre forme d'hébergement sont interdits sur le territoire de la réserve. Les activités touristiques liées à l'accueil du public seront réglementées.

ARTICLE 11

Il est interdit :

- d'abandonner, de déposer ou de jeter où que ce soit, tout produit ou matériau susceptible de nuire à la qualité du site et à l'intégrité de la faune et de la flore. Ceci concerne notamment les papiers, boîtes de conserve, bouteilles et ordures ou détritiques,

- d'allumer du feu

- de porter atteinte au milieu naturel par des inscriptions, des signes, des panneaux ou des dessins, à l'exception des équipements d'information et d'interprétation mis en place par le gestionnaire sous réserve des dispositions prévues à l'article 12 du présent arrêté.

ARTICLE 12

Les dispositions des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, et 11 ne s'appliquent pas à l'exécution des programmes de gestion élaborés par le comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Volontaire et mis en œuvre par le gestionnaire.

Il s'agit des actions qui visent au maintien des équilibres biologiques des habitats et des populations végétales ainsi qu'à l'accueil, la canalisation et l'information du public.

ARTICLE 13

Toute publicité, qu'elle qu'en soit la nature, est interdite dans la Réserve Naturelle Volontaire. Il est en outre interdit, à l'intérieur et à l'extérieur de la réserve, d'utiliser à des fins publicitaires et sans autorisation de la cimenterie d'Origny, la mention « Réserve Naturelle Volontaire » ou « Réserve Naturelle Volontaire du coteau de DANNES – CAMIERS »

CHAPITRE III**GESTION DE LA RESERVE NATURELLE VOLONTAIRE****ARTICLE 14**

Le gestionnaire, sur proposition de la cimenterie d'Origny, sera le Conservatoire des sites naturels du Nord et du Pas-de-Calais.

.../...

ARTICLE 15

Il est créé un comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Volontaire du coteau de Dannes - Camiers composé de :

- Monsieur le Directeur de la cimenterie d'Origny ou son représentant qui assure la présidence du comité de gestion,
- Monsieur le Maire de la commune de DANNES ou son représentant,
- Monsieur le Maire de la commune de CAMIERS ou son représentant
- Monsieur le Directeur de l'organisme gestionnaire de la RNV ou son représentant,
- Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais ou son représentant,
- Monsieur le Directeur du Conservatoire Botanique National de Bailleul - Centre Régional de Phytosociologie ou son représentant,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ou son représentant,
- Monsieur le Président du Parc Naturel Régional « Caps et marais d'Opale » ou son représentant,
- Un représentant des chasseurs désigné par M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs du Pas-de-Calais,
- Un représentant du groupement pour la Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de MONTREUIL-SUR-MER

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par an pour examiner l'état de la Réserve Naturelle Volontaire, l'état d'avancement des projets d'aménagement et de gestion et tout autre sujet relatif à la réserve, et chaque fois que nécessaire à l'initiative du Président ou sur demande d'au moins un tiers des membres sus visés du comité.

CHAPITRE IV

EXECUTION

ARTICLE 16

Le propriétaire est tenu de faire publier cette décision d'agrément à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 17

Conformément à l'article 33 du décret relatif aux Réserves Naturelles Volontaires, les infractions à la présente décision seront poursuivies suivant les articles 26 à 30 du décret n° 77-1298 du 25 Novembre 1977.

ARTICLE 18

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur à compter de la notification du présent arrêté et de 4 ans pour les tiers.

.../...

ARTICLE 19

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, MM. les Sous-Préfets de BOULOGNE-SUR-MER et de MONTREUIL-SUR-MER, M. le Directeur Régional de l'Environnement, MM. les Maires des communes de DANNES et CAMIERS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

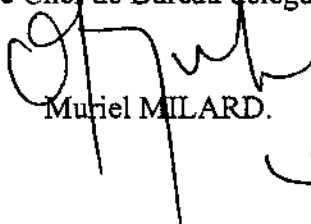
A Arras, le 19 juin 2001

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe CHERVET.

POUR AMPLIATION

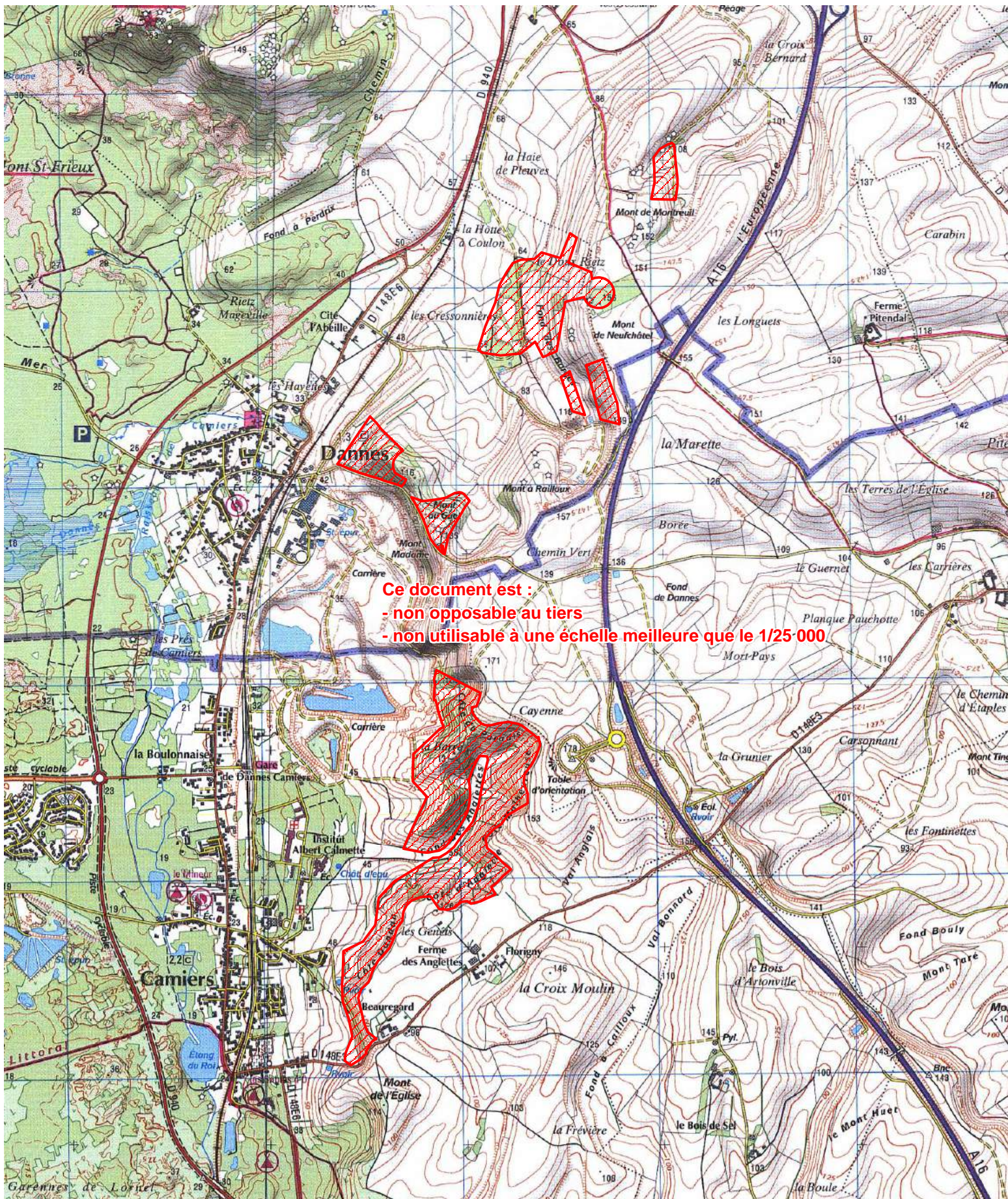
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,


Muriel MILARD.

Site d'Intérêt Communautaire NATURA 2000 Directive Habitats FR3100483 - N° régional : 10 Coteau de Dannes et de Camiers



Ce document est :
 - non opposable au tiers
 - non utilisable à une échelle meilleure que le 1/25 000



note à l'attention de
Marie José MORDACQ

direction
départementale
de l'Équipement
Pas-de-Calais



Service Risques,
Crises & Sécurité
Routière

Unité Connaissance
et Prévention des
Risques

Arras, le 20 Mars 2007

objet : Commune de Widehem

Élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU)

référence : KF/07.031

affaire suivie par : Karine FLAJOLET - DDE-62

tél. 03.21.22.98.14 : fax : 03.21.22.99.87

courriel : Karine.Flajolet@equipement.gouv.fr

PJ : liste des arrêtés de catastrophes naturelles



Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU), je vous transmets les données et informations concernant les risques.

La commune de WIDHEM est concernée par un Plan de Prévention des Risques (PPR) inondation par ruissellement et coulées de boue prescrit le 30/10/2001.

Aucune zone inondée constatée a été identifiée sur cette commune.

La liste des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle est jointe en annexe, la dernière reconnaissance pour inondations, coulées de boue et mouvement de terrain date du 30/12/1999.

La commune est concernée par le risque retrait et gonflement des argiles (voir site : <http://www.argiles.fr>)

La commune de WIDHEM se trouve dans le périmètre du SAGE de la Canche et du Bassin Côtier du Boulonnais.

Les informations sur le SAGE sont disponibles sur le site
<http://www.gesteau.caufrance.fr/sage/>

La commune de WIDHEM n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

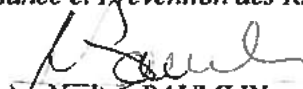
100, avenue Winston
Churchill
SP 7
62022 ARRAS cedex
téléphone :
03 21 22 99 99
télécopie :
03 21 22 99 87
Mél :
DDE-du-Pas-de-Calais
@equipement.gouv.fr

— JER U

26 MAR 2007

La commune n'est pas concernée par les puits de mines.

*La responsable de l'Unité
Connaissance et Prévention des Risques, Pi*


Nadine BAUMLIN

Copie à :

CT Littoral
Pascal GROS - ADS - Unité Territoriale de BOULOGNE
Karine FLAJOLET - SRC/CPR

Résultat de la recherche

Widehem

INSEE : 62887 - Population : 300

Département : PAS-DE-CALAIS - Région : Nord-Pas-de-Calais

[Afficher tout](#)

- [Risques](#)

Rupture de barrage

Séisme Zone de sismicité: 2

Transport de marchandises dangereuses

- [Information acquéreur / locataire](#)

- Accès aux [informations pour le département Pas-de-Calais \(62\)](#) - Modèle d'état des risques au [format PDF](#) (80 Ko) ou au [format Word](#) (270 Ko)

- [Déclaration pré-renseignée des sinistres indemnisés](#) (article L 125-2 & L 128-2 du code des assurances)

Les liens vers les préfectures peuvent être "cassés" suite à une mise à jour de la part de la préfecture concernée. Dans ce cas là, il vous suffit de retrouver la page dédiée via le site de la préfecture, ou via un moteur de recherche de type "google" en tapant les mots "information acquéreur locataire" suivis du nom du département.

- [Information préventive](#)

[Accès à la cartographie du risque "remontée de nappe phréatique" sur la commune](#)

- [Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle](#)

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO
Inondations et coulées de boue	02/09/1998	03/09/1998	29/12/1998	13/01/19
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/19

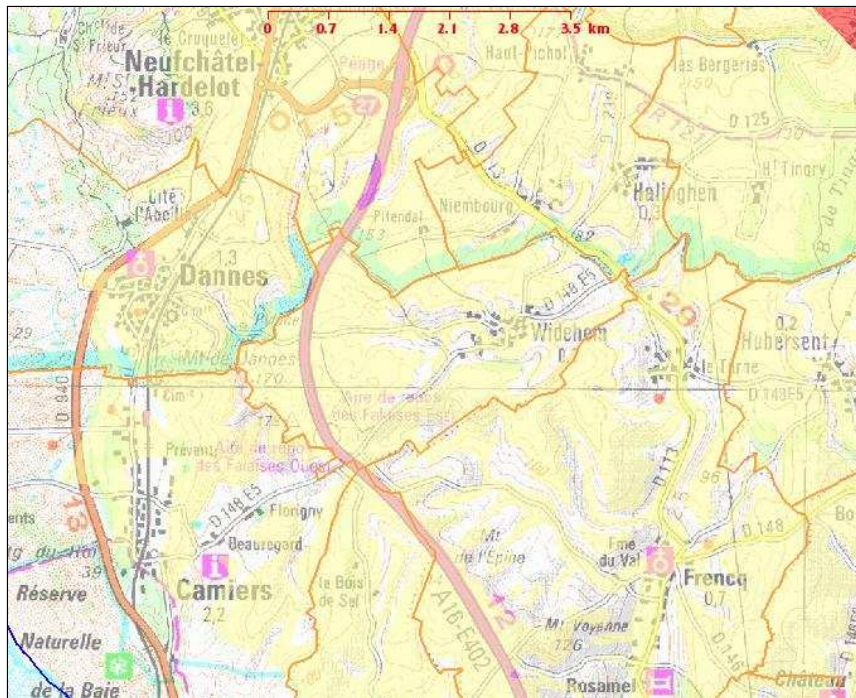
Mise à jour : 15/06/2010

[Imprimer ce document](#)

ARRETES CATASTROPHES NATURELLES PARUS AU J.O

Insee	COMMUNE	CANTON	ARRONDISSEMENT	événement	DEBUT	FIN	ARRETE	JO	Reconnue / non reconnue
62887	WIDEHEM	Etaples	LITTORAL	inondations et coulées de boue	02/09/1998	03/09/1998	29/12/1998	13/01/1999	R
62887	WIDEHEM	Etaples	LITTORAL	inondations et coulées de boue et mouvement de terrain (*)	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	R

(*) attention, l'arrêté du 29/12/1999 paru au JO du 30/12/1999 est un arrêté qui a été pris pour tout le département , toutefois, toutes les communes n'étaient pas concernées.


[Page précédente](#)
[Imprimer cette page](#)


Légende de la carte

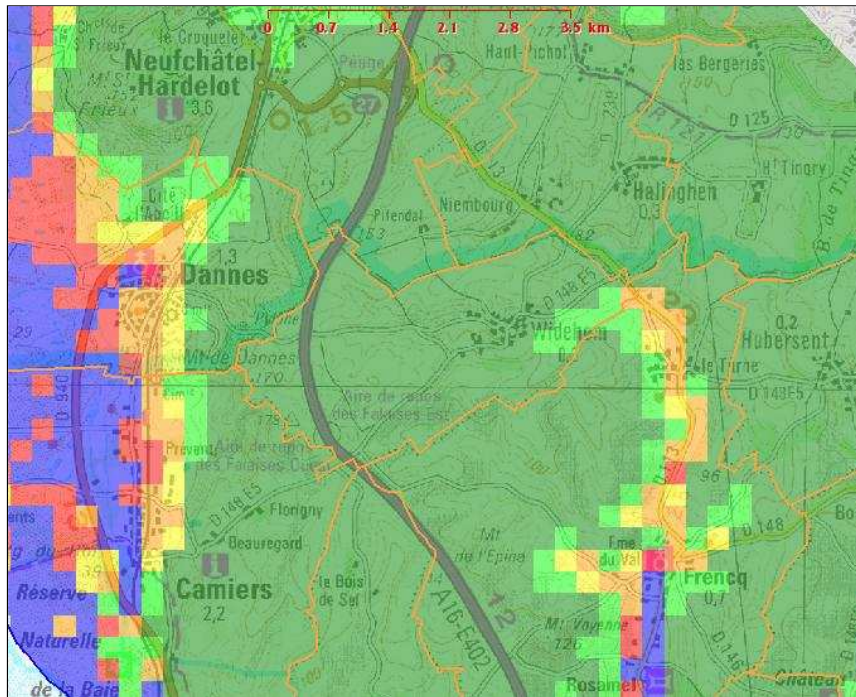
- Argiles
- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible
- Aléa à priori nul
- Argiles non réalisé



Remontées de nappes

Crues, inondations, ruissellements, débordements, remontées de nappes, ...

[Page précédente](#) [Imprimer cette page](#)



Légende de la carte

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »

NOR : DEVP1015475A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 563-1 à R. 563-8 ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique codifié aux articles R. 563-1 à R. 563-8 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 5 février 2009,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal » sont définies par le présent arrêté, en application de l'article R. 563-5 du code de l'environnement.

Art. 2. – I. – Classification des bâtiments.

Pour l'application du présent arrêté, les bâtiments de la classe dite « à risque normal » sont répartis en quatre catégories d'importance définies par l'article R. 563-3 du code de l'environnement et précisées par le présent article. Pour les bâtiments constitués de diverses parties relevant de catégories d'importance différentes, c'est le classement le plus contraignant qui s'applique à leur ensemble.

Les bâtiments sont classés comme suit :

En catégorie d'importance I :

Les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée et non visés par les autres catégories du présent article.

En catégorie d'importance II :

- les bâtiments d'habitation individuelle ;
- les établissements recevant du public des 4^e et 5^e catégories au sens des articles R. 123-2 et R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des établissements scolaires ;
- les bâtiments dont la hauteur est inférieure ou égale à 28 mètres :
 - bâtiments d'habitation collective ;
 - bâtiments à usage commercial ou de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ;
- les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ;
- les bâtiments abritant les parcs de stationnement ouverts au public.

En catégorie d'importance III :

- les établissements scolaires ;

- les établissements recevant du public des 1^{re}, 2^e et 3^e catégories au sens des articles R. 123-2 et R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation ;
- les bâtiments dont la hauteur dépasse 28 mètres :
 - bâtiments d'habitation collective ;
 - bâtiments à usage de bureaux ;
- les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément plus de 300 personnes appartenant notamment aux types suivants :
 - les bâtiments à usage commercial ou de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle ;
- les bâtiments des établissements sanitaires et sociaux, à l'exception de ceux des établissements de santé au sens de l'article L. 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique et qui sont mentionnés à la catégorie d'importance IV ci-dessous ;
- les bâtiments des centres de production collective d'énergie quelle que soit leur capacité d'accueil.

En catégorie d'importance IV :

- les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile et de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public et comprenant notamment :
 - les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel ;
 - les bâtiments définis par le ministre chargé de la défense, abritant le personnel et le matériel de la défense et présentant un caractère opérationnel ;
 - les bâtiments contribuant au maintien des communications, et comprenant notamment ceux :
 - des centres principaux vitaux des réseaux de télécommunications ouverts au public ;
 - des centres de diffusion et de réception de l'information ;
 - des tours hertziennes stratégiques ;
 - les bâtiments et toutes leurs dépendances fonctionnelles assurant le contrôle de la circulation aérienne des aéroports classés dans les catégories A, B et C2 suivant les instructions techniques pour les aéroports civils (ITAC) édictées par la direction générale de l'aviation civile, dénommées respectivement 4 C, 4 D et 4 E suivant l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
 - les bâtiments des établissements de santé au sens de l'article L. 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique ;
 - les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable ;
 - les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie ;
 - les bâtiments des centres météorologiques.
- II. – Détermination du nombre de personnes.

Pour l'application de la classification ci-dessus, le nombre des personnes pouvant être simultanément accueillies dans un bâtiment est déterminé comme suit :

- pour les établissements recevant du public : selon la réglementation en vigueur ;
- pour les bâtiments à usage de bureaux ne recevant pas du public : en comptant une personne pour une surface de plancher hors œuvre nette égale à 12 mètres carrés ;
- pour les autres bâtiments : sur déclaration du maître d'ouvrage.

III. – Coefficient d'importance du bâtiment.

Un coefficient d'importance γ_i (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) est attribué à chacune des catégories d'importance de bâtiment. Les valeurs des coefficients d'importance γ_i sont données par le tableau suivant :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE de bâtiment	COEFFICIENTS d'importance γ_i
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

IV. – Le coefficient de réduction ν (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) appliqué à l'action sismique de calcul pouvant être utilisé pour obtenir l'action sismique servant à la vérification de l'état de limitation des dommages est égal à 0,4 quelle que soit la catégorie d'importance du bâtiment.

- Art. 3.** – Les règles de construction définies à l'article 4 s'appliquent :
- 1° A la construction de bâtiments nouveaux des catégories d'importance III et IV dans la zone de sismicité 2 définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement ;
- 2° A la construction de bâtiments nouveaux des catégories d'importance II, III et IV dans les zones de sismicité 3, 4 et 5 définies par l'article R. 563-4 du code de l'environnement ;
- 3° Aux bâtiments existants dans les conditions suivantes :

Conditions générales :

La catégorie d'importance à considérer pour l'application des dispositions constructives est celle qui résulte du classement du bâtiment après travaux ou changement de destination.

Les extensions de bâtiments désolidarisées par un joint de fractionnement respectent les règles applicables aux bâtiments neufs telles qu'elles sont définies à l'article 4.

Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, réalisés sur des bâtiments existants ne doivent pas aggraver la vulnérabilité de ceux-ci au séisme.

En cas de travaux visant uniquement à renforcer le niveau parasismique d'un bâtiment, le niveau de dimensionnement de ce renforcement au sens de la norme NF-EN 1998-3 décembre 2005 « évaluation et renforcement des bâtiments » à savoir quasi-effondrement, dommage significatif ou limitation des dommages relève du choix du maître d'ouvrage.

- Conditions particulières :
- I. – En zone de sismicité 2 :
1. Pour les bâtiments de catégories d'importance III et IV, en cas de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux, ils respecteront les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 0,42 \text{ m/s}^2$.
- II. – En zone de sismicité 3 :
- Pour les bâtiments de catégories d'importance II, III et IV :
1. Le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. En cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 0,66 \text{ m/s}^2$ ou de la norme NFP 06-104 mars 1995 amendée A1 février 2001 s'il s'agit de bâtiments vérifiant les conditions d'utilisation de cette norme même après réalisation des travaux en utilisant les dispositions applicables à la zone de sismicité immédiatement inférieure, soit la zone 2.
- III. – En zone de sismicité 4 :
1. Pour les bâtiments de catégories II, III et IV, le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et vérifiant les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 %, il sera fait application de la norme NFP 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 en utilisant les dispositions applicables dans la zone de sismicité immédiatement inférieure soit la zone 3.
3. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et ne vérifiant pas les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % de planchers à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$.
4. Pour les bâtiments de catégories d'importance III, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$.
5. Pour les bâtiments de catégories d'importance IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de

supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$.

- IV. – En zone de sismicité 5 :
1. Pour les bâtiments de catégories II, III et IV, le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et vérifiant les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 %, il sera fait application du document « Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles, CP-MI Antilles » de 2004, rédigé par l'Association française de génie parasismique (AFPS).
3. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et ne vérifiant pas les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 1,8 \text{ m/s}^2$.
4. Pour les bâtiments de catégories d'importance III et IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération $a_{gr} = 1,8 \text{ m/s}^2$.

Art. 4. – I. – Les règles de construction applicables aux bâtiments mentionnés à l'article 3 sont celles des normes NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-1/NA décembre 2007, NF EN 1998-3/NA janvier 2008, NF EN 1998-5/NA octobre 2007 s'y rapportant.

Les dispositifs constructifs non visés dans les normes précitées font l'objet d'avis techniques ou d'agréments techniques européens.

II. – Le mouvement dû au séisme en un point donné de la surface du sol, à partir duquel les règles de construction doivent être appliquées, est représenté par un spectre de réponse élastique en accélération, dénommé par la suite « spectre de réponse élastique ».

La forme du spectre de réponse élastique dépend des paramètres suivants :

a) L'accélération maximale de référence au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), dénommée a_{gr} , résultant de la situation du bâtiment par rapport à la zone sismique d'implantation, telle que définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement et son annexe.

Les valeurs des accélérations a_{gr} , exprimées en mètres par seconde au carré, sont données par le tableau suivant :

ZONES DE SISMICITÉ	a_{gr}
1 (très faible)	0,4
2 (faible)	0,7
3 (modérée)	1,1
4 (moyenne)	1,6
5 (forte)	3

b) L'accélération horizontale de calcul au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), a_c , est égale à a_{gr} multipliée par le coefficient d'importance γ_1 défini à l'article 2 du présent arrêté, soit $a_c = \gamma_1 \cdot a_{gr}$.

c) Les paramètres des spectres de réponse élastiques verticaux à employer pour l'utilisation de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 :

ZONES DE SISMICITÉ	a_w/a_g	T_a	T_c	T_o
1 (très faible) à 4 (moyenne)	0,8	0,03	0,20	2,5
5 (forte)	0,9	0,15	0,40	2

d) La nature du sol par l’intermédiaire du paramètre de sol, S. Les valeurs du paramètre de sol, S résultant de la classe de sol (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) sous le bâtiment sont données par le tableau suivant :

CLASSES DE SOL	S (pour les zones de sismicité 1 à 4)	S (pour la zone de sismicité 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4

Les modalités d’utilisation du paramètre de sol, S, sont définies dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005.

e) T_B et T_C , qui sont respectivement la limite inférieure et supérieure des périodes correspondant au palier d’accélération spectrale constante et T_D qui est la valeur définissant le début de la branche à déplacement spectral constant ;

Les valeurs de T_B , T_C et T_D , à prendre en compte pour l’évaluation des composantes horizontales du mouvement sismique, exprimées en secondes sont données par le tableau suivant :

CLASSES DE SOL	POUR LES ZONES DE SISMICITÉ 1 à 4			POUR LA ZONE DE SISMICITÉ 5		
	T_B	T_C	T_D	T_B	T_C	T_D
A	0,03	0,2	2,5	0,15	0,4	2
B	0,05	0,25	2,5	0,15	0,5	2
C	0,06	0,4	2	0,2	0,6	2
D	0,1	0,6	1,5	0,2	0,8	2
E	0,08	0,45	1,25	0,15	0,5	2

f) Dans le cadre de l’analyse de la liquéfaction, telle que définie dans l’annexe B de la norme NF EN 1998-5 septembre 2005, dite « règles Eurocode 8 », par convention, la magnitude à retenir pour les études est donnée par :

ZONES DE SISMICITÉ	MAGNITUDE CONVENTIONNELLE
3 (modérée)	5,5
4 (moyenne)	6,0
5 (forte)	7,5

En zones de sismicité 1 et 2 (sismicité très faible et faible), l’analyse de la liquéfaction n’est pas requise.

III. – Pour les bâtiments appartenant à la catégorie d’importance II et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d’application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 » et qui sont situés en zone de sismicité 3 ou 4, l’application des dispositions définies dans cette même norme dispense de l’application des règles indiquées au I.

Pour les établissements scolaires appartenant à la catégorie d’importance III et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d’application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 » et qui sont situés en zone de sismicité 2, l’application des dispositions définies dans cette même norme dispense de l’application des règles indiquées au I.

IV. – Pour les maisons individuelles appartenant à la catégorie d’importance II et qui sont situées en zone de sismicité 5, l’application des dispositions définies dans le document « Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles, CP-MI Antilles » (édition 2004), rédigé par l’Association française de génie parasismique (AFPS), dispense de l’application des règles indiquées au I.

V. – Une maçonnerie non armée conforme aux dispositions de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 ne peut être utilisée que si le mouvement du sol au droit du site ne dépasse pas la limite d’accélération de 2 m/s², plus précisément la valeur du produit $a_g.S$ ne doit pas dépasser la limite $a_{g,urm} = 2$ m/s².

Art. 5. – Le présent arrêté s’applique à compter de la date d’entrée en vigueur du décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.

Jusqu’au dernier jour du vingt-quatrième mois suivant la publication du présent arrêté, à titre transitoire, les dispositions de la norme « NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 - Règles de construction parasismique, règles applicables aux bâtiments dites règles PS 92 » pourront continuer à s’appliquer aux bâtiments de catégories d’importance II non visés aux III et IV de l’article 4 et aux bâtiments de catégories d’importance III et IV, situés en zones de sismicité 2, 3, 4 et 5 telles que définies par l’article R. 563-4 du code de l’environnement et faisant l’objet :

1. D’une demande de permis de construire ;
2. Ou d’une déclaration préalable ;
3. Ou d’une autorisation permettant un commencement de travaux,

déposée à compter de la date d’entrée en vigueur du présent arrêté, sous réserve d’utiliser la norme « NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 - Règles de construction parasismique, règles applicables aux bâtiments dites règles PS 92 » avec les valeurs minimales d’accélération suivantes exprimées en m/s² :

ZONES DE SISMICITÉ	CATÉGORIE D'IMPORTANCE II	CATÉGORIE D'IMPORTANCE III	CATÉGORIE D'IMPORTANCE IV
2 (faible)	1,1	1,6	2,1
3 (modérée)	1,6	2,1	2,6
4 (moyenne)	2,4	2,9	3,4
5 (forte)	4	4,5	5

Art. 6. – Pour l’application des normes NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 et NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 telle que prévue dans les articles 3, 4 et 5, la terminologie relative aux zones sismiques et à la classification des bâtiments est remplacée par la terminologie suivante :

TERMINOLOGIE UTILISÉE	TERMINOLOGIE SUBSTITUÉE
Zone de sismicité 0	Zone de sismicité 1
Zone de sismicité Ia	Zone de sismicité 2
Zone de sismicité Ib	Zone de sismicité 3
Zone de sismicité II	Zone de sismicité 4

TERMINOLOGIE UTILISÉE	TERMINOLOGIE SUBSTITUÉE
Zone de sismicité III	Zone de sismicité 5
Classe de bâtiments A	Catégorie d'importance I
Classe de bâtiments B	Catégorie d'importance II
Classe de bâtiments C	Catégorie d'importance III
Classe de bâtiments D	Catégorie d'importance IV

Art. 7. – L'arrêté du 29 mai 1997 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite « à risque normal » telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique est abrogé.

Art. 8. – Le directeur général de la prévention des risques, le directeur général de l'aviation civile et le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le directeur de la sécurité civile, le directeur général des collectivités locales et le délégué général à l'outre-mer au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 2010.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,*
JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*
BRICE HORTEFEUX

*Le secrétaire d'Etat
chargé du logement et de l'urbanisme,*
BENOIST APPARU

*La secrétaire d'Etat
chargée de l'écologie,*
CHANTAL JOUANNO

Direction des Infrastructures
et des Transports
Service des Politiques
Routières

Dossier suivi par :
Alain DENEUVILLE

Tél : 03.21.21.51.98
Fax : 03.21.21.62.78
deneuvill@cg62.fr

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
PÔLE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS
ET DU PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL

Monsieur Jean-Pierre DEFRESNE
Direction Départementale de l'Équipement
Service de l'Urbanisme
100 avenue Winston Churchill
SP 7
62022 ARRAS CEDEX



Réf : DIT/SPR/U - CO/AD/FA - 07.1005

Objet : Commune de Widehem
Elaboration du PLU
Porter à Connaissance

P.J: plans de situation

Monsieur le Directeur,

Le Conseil Municipal de Widehem a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du 20 décembre 2006.

Je vous communique ci-dessous les éléments du Porter à Connaissance.

Vous trouverez décrits, ci-après, les projets ou éléments relevant de la compétence départementale à prendre en compte lors de l'élaboration du PLU de la commune de Widehem.

Espaces naturels sensibles et PDIPR

Le Conseil Général du Pas de Calais a adopté définitivement le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) situé sur la commune de Widehem lors de sa séance du 29 novembre 1993. Vous trouverez ci-joint, les plans de situation concernant cette commune qui est empruntée par les Itinéraires Equestres E5 et E6.

Dans le cadre de tout projet, il conviendra donc de respecter les règles applicables en matière de PDIPR et de maintenir l'état et les qualités paysagères des chemins empruntés qui contribueront de façon majeure à l'intérêt et à la conservation des itinéraires.

Circuits cyclotouristiques

La commune de Widehem est concernée par les circuits cyclotouristiques « Les Eoliennes » et « Le Mont Violette ».

10 AVR. 2007

Handwritten signature

Projets routiers

Il n'existe pas de projet routier susceptible d'être considéré comme projet d'intérêt général sur la commune de Widehem.

Servitudes

La commune de Widehem est concernée par le plan d'alignement suivant :

- RD 148^{E5} PR 49+120 à 50+310

Propriétés Immobilières Départementales

Aucune propriété départementale n'est implantée sur la Commune de Widehem.

Je vous signale que l'extension de l'urbanisation, le long des routes départementales, au-delà des périmètres actuellement urbanisés, doit être limitée et tenir compte, en terme de sécurité routière, des conditions d'accès et de sortie des futures constructions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil Général,
Le Directeur Général des Services,



Eric Delzant

Canche Authie

Les éoliennes

Eole y a implanté sa garde pour recueillir toute l'énergie du Littoral.

Départ

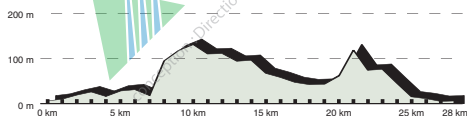
place de la mairie
62176 Camiers

Distance

28 kms

Temps moyen

2h15



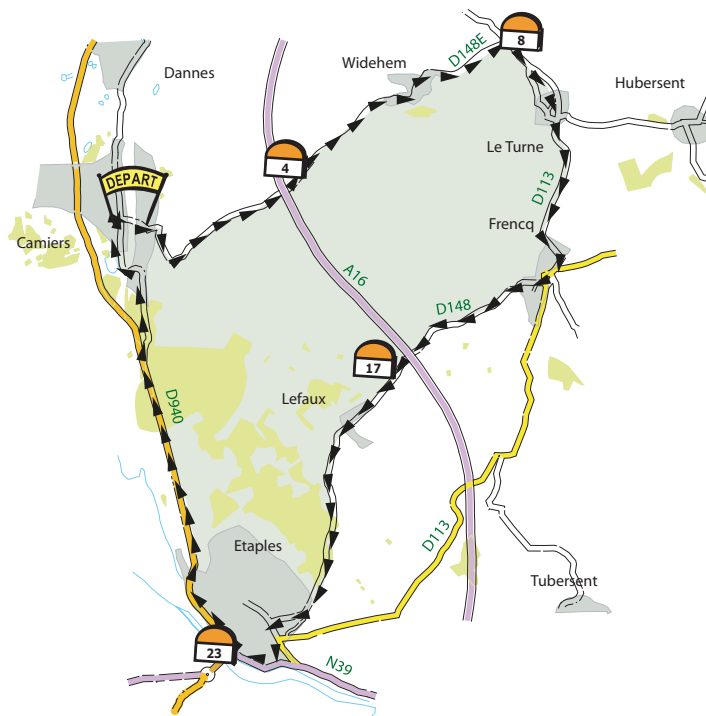
Curiosités

Camiers : Espace naturel : dunes du Mont St Frieur

Lefaux : village pittoresque

Etaples-sur-mer : ville fleurie, son port avec les étals de poissons fraîchement arrivés des

bâteaux de pêche artisanale, le Musée de la marine et le Centre de la Pêche artisanale **Maréis**, le Musée Quentovic, la Maison de la Faune et de la Flore, le cimetière britannique 1914-1918. Point de vue sur la mer depuis les Monts culminants à 178 mètres.



Boulonnais

Le Mont Violette

*Venez y conter fleurette, avant de rejoindre la cité des biches
(Samer)*

Départ

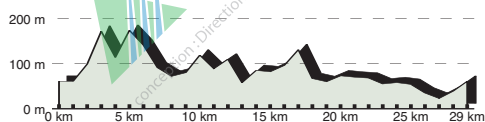
Grand' Place
62830 Samer

Distance

29 kms

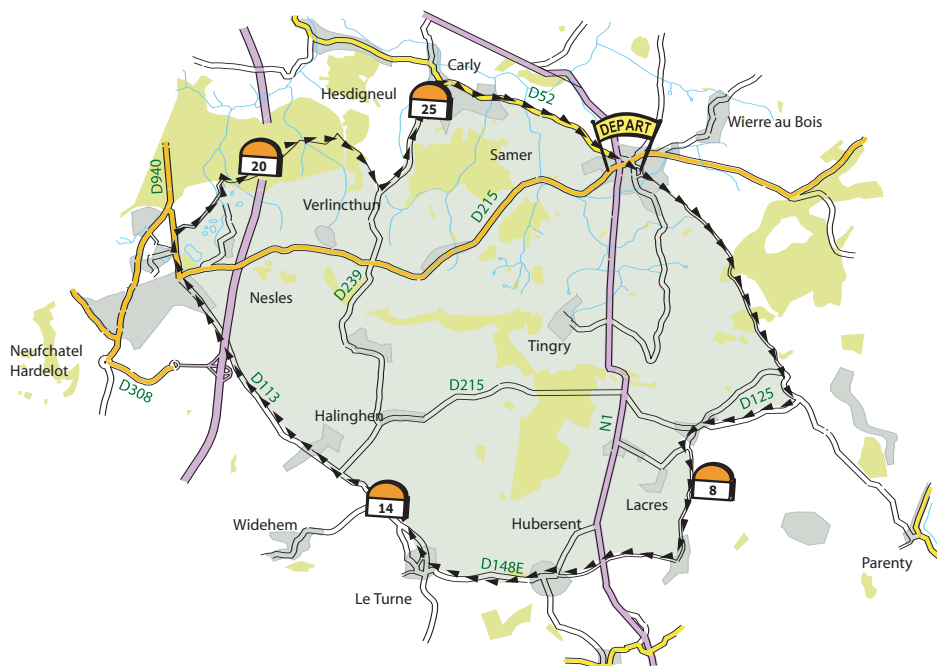
Temps moyen

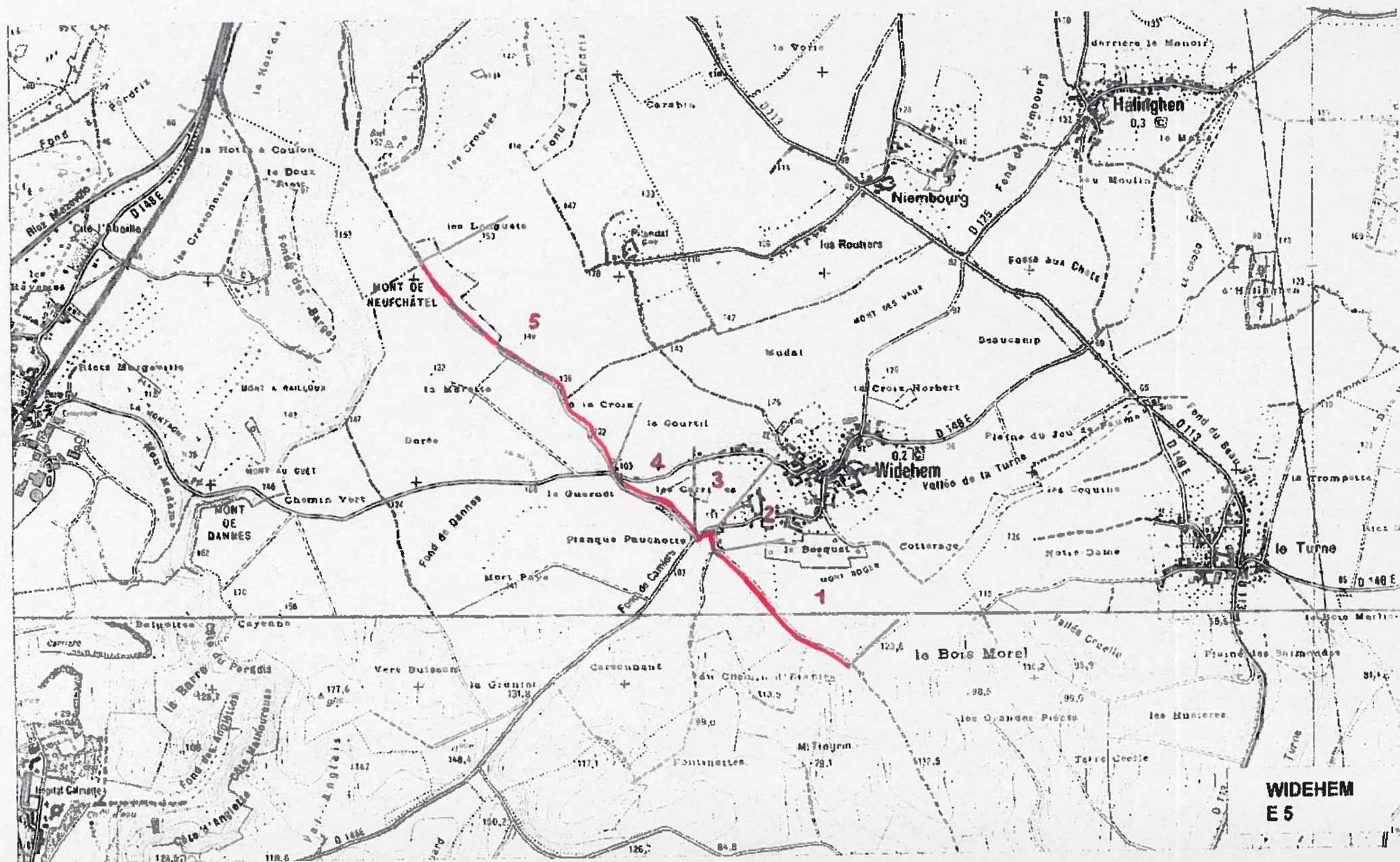
2h50

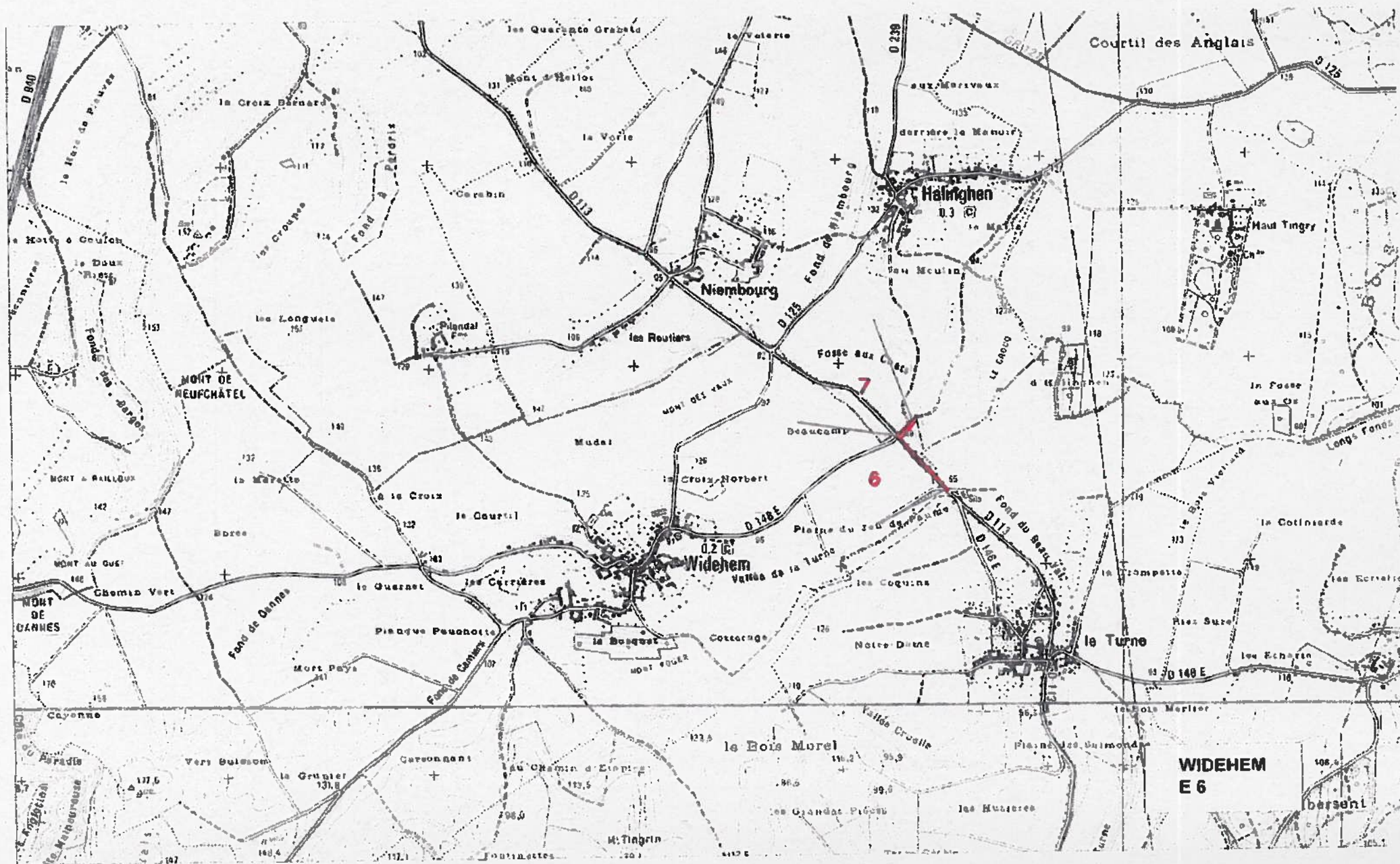


Curiosités

Samer : la Grand'Place avec l'église St-Martin,
le Musée Cazin, la Maison de la nature
spécialité : la fraise







WIDEHEM
E 6

**** PDIPR ****

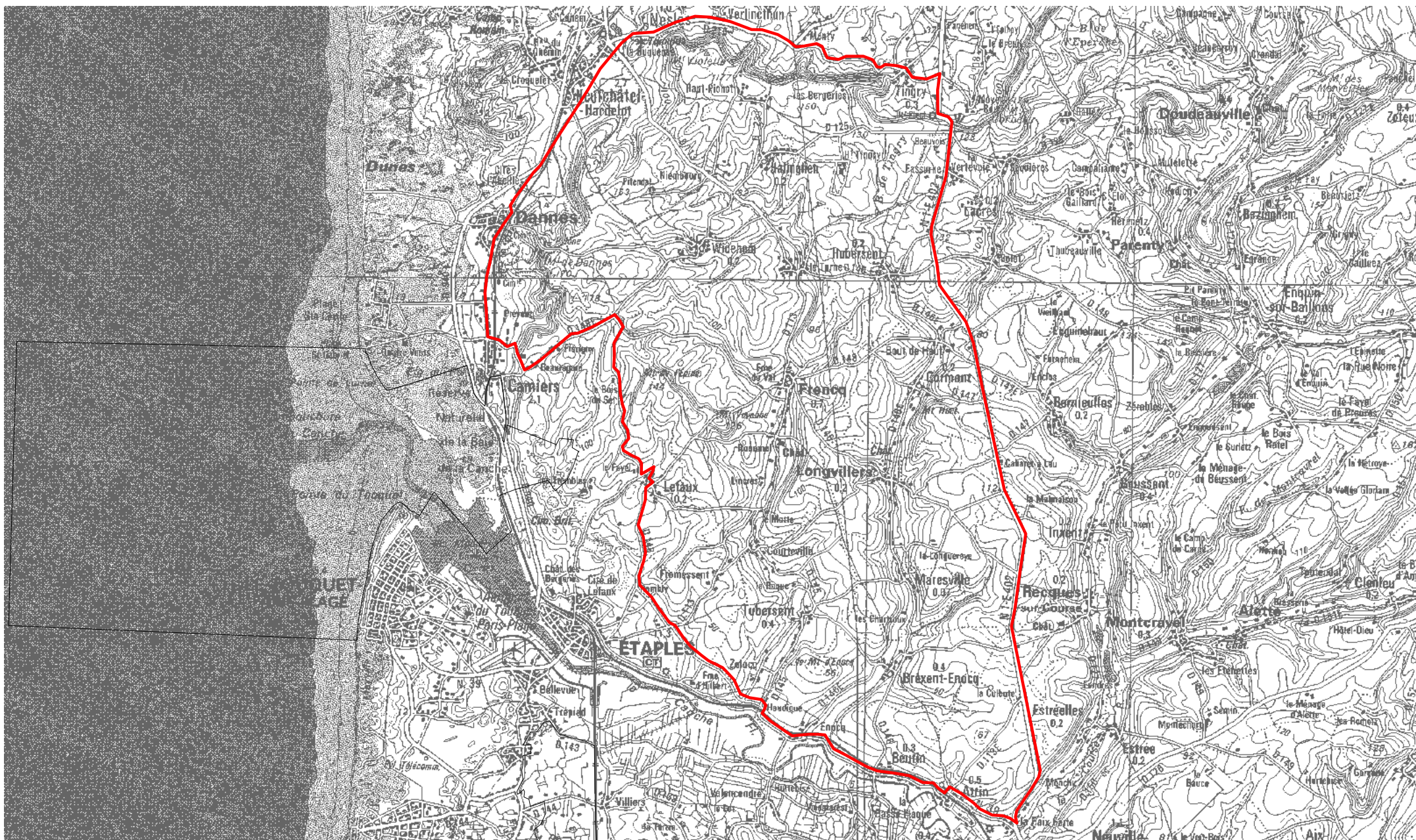
Liste des chemins concernés par commune
1ère tranche - le 29 Novembre 1993

Canton	Commune	Itinéraire	n° de tronçon	Dénomination	Statut (Public ou Privé)
ETAPLES	WIDEHEM	E 5	1	CR dit de Frencq	Privé (communal)
ETAPLES	WIDEHEM	E 5	2	CR dit d'Étaples	Privé (communal)
ETAPLES	WIDEHEM	E 5	3	RD n°148 E de Camiers à Vezilhomme	Public (départemental)
ETAPLES	WIDEHEM	E 5	4	CR dit de Dannes	Privé (communal)
ETAPLES	WIDEHEM	E 5	5	CR dit de Neufchâtel	Privé (communal)
ETAPLES	WIDEHEM	E 6	6	RD n°113	Public (départemental)
ETAPLES	WIDEHEM	E 6	7	CR dit chemin de Samer	Privé (communal)

Légende :

GR : itinéraire de Grande Randonnée / GRP : itinéraire de Grande Randonnée de Pays / E : itinéraire de liaison équestre / L : itinéraire de liaison entre les espaces naturels départementaux / CR : chemin rural / VC : voie communale / RD : route départementale / CVO : chemin vicinal ordinaire / RN : route nationale /

Plateaux agricoles des environs de Frencq

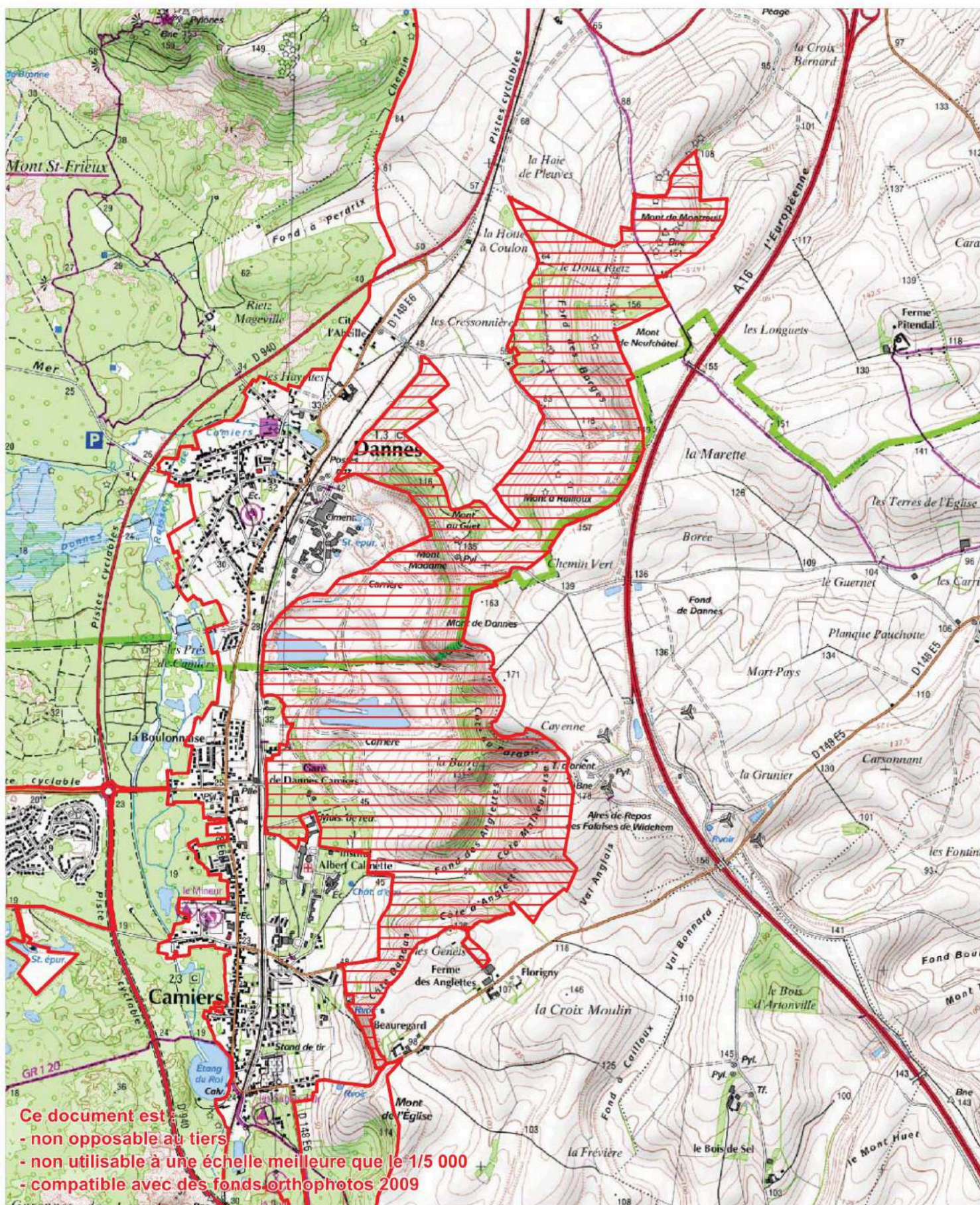


Coteau crayeux de Dannes et de Camiers

N° régional : 048

Validé CSRPN

Autre ZNIEFFI



Coteaux crayeux de Dannes et de Camiers

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00000048

N° National : 310007274

Généralités

Année de description : 1982

Année de mise à jour : 2010

Altitude mini : 28

Altitude maxi : 175

Superficie en ha : 359.9

Directive Habitats : OUI

Directive Oiseaux : NON

Nouvelle ZNIEFF : NON

Rédacteur(s) : CBNBI, GON, CSN NPDC, DREAL NPDC

Présentation du site

Ce site s'inscrit sur le versant pentu d'une falaise de craie fossile d'un intérêt géomorphologique majeur. Une mosaïque d'habitats calcicoles recouvre une large surface du coteau (pelouses écorchées, pelouses rases, pelouses-ourlets, prairies mésotrophiles, fourrés...).

Les pelouses calcicoles sont des habitats remarquables pour la région. En particulier, la pelouse nord-atlantique xérotherme relevant du *Thymo britannici* - *Festucetum hirtulae*, est inscrite à la directive "Habitats" de l'Union Européenne. Elle recouvre une grande partie du site. Cet habitat uniquement représenté en France dans le Boulonnais, est proche des pelouses anglaises de Douvres, qui forment avec les pelouses de Grande-Bretagne et de Scandinavie une unité phytosociologique particulière (pelouses calcicoles occidentales du Nord de l'Europe). Il s'agit du noyau majeur de la région avec le site du Cap Blanc-nez.

En effet, les pelouses sont des milieux en forte régression au niveau européen, du fait de l'abandon des pratiques pastorales, qui permettaient d'entretenir ces milieux herbacés. Le pâturage mis en place par le Conservatoire des Sites sur une vaste surface vient renforcer l'intérêt du site mais sa coupure définitive en deux entités disjointes sur le plan géomorphologique est particulièrement regrettable au regard de la valeur historique de ce monument naturel...

Cette gestion pastorale conservatoire permettra le maintien ou la restauration d'une superficie importante de ces végétations de pelouses calcicoles et limitera leur envahissement par les arbustes.

Le Sisymbre couché (*Sisymbrium supinum*) est sur le plan floristique l'élément phare du site. Cette espèce nordique est inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats ».

Cette espèce ne doit cependant pas masquer la grande diversité floristique présente sur le site, l'ensemble de cette ZNIEFF abritant près d'une quarantaine de taxons déterminants de ZNIEFF dont 16 sont protégés dans la région et 2 le sont en France, le Sisymbre couché (vu précédemment) et la Gentianelle amère (*Gentianella amarella*).



Cette dernière n'est connue régionalement que le long de la cuesta du Boulonnais et dans les dunes flamandes.

Retenons plus particulièrement la grande richesse en taxons de pelouses calcicoles. La Laïche tomenteuse (*Carex tomentosa*) présente ici une de ses deux seules populations régionales, *Euphrasia tetraquetra* est également rarissime...

Notons encore la présence du Tétragonolobe siliquieux (*Tetragonolobus maritimus*), de la Véronique de Vahl (*Veronica austriaca* subsp. *dubia*) et du Choin noirâtre (*Schoenus nigricans*), trois espèces très rares dans le Nord – Pas de Calais, protégés dans la région.

Le site est entouré de parcelles de grandes cultures. Celles-ci abritent encore une flore messicole remarquable. Par exemple, le Pavot hispide (*Papaver hybridum*) colore de ses fleurs rouges la base du coteau.

Cette ZNIEFF fait l'objet de nombreux inventaires et suivis de la part du gestionnaire des sites inscrits dans cette ZNIEFF ainsi que des associations naturalistes régionales et locales. Les Oiseaux, les Rhopalocères et les Orthoptères sont particulièrement bien suivis.

18 espèces déterminantes de Rhopalocères, 4 d'Orthoptères, 3 de Mammifères et 4 d'Oiseaux nicheurs ont été répertoriées sur le site. L'intérêt faunistique principal de cette ZNIEFF réside dans la diversité et l'originalité de sa faune liée aux coteaux.

Parmi les Rhopalocères, 3 espèces sont rares à assez rares au niveau régional (l'Azuré de l'ajonc, l'Argus bleu-nacré et le Damier de la succise) mais les observations sont à relativiser car un seul individu de chaque espèce a été trouvé (CSN, 2008).

Les populations connues de l'Hespérie de la mauve (*Pyrgus malvae*) dans le Nord-Pas-de-Calais sont dispersées aux deux extrémités de la région (Haut-Avesnois et Plaine Maritime Picarde). Rare au niveau régional (HAUBREUX, 2009), elle est notée en régression au niveau national dans le nord et l'ouest de la France. Elle a été découverte sur les Coteaux de Dannes-Camiers en 2001 et revue en 2004 (CSN, 2008).

L'Azuré de l'ajonc (*Plebejus argus*) affectionne les prairies maigres, les pelouses sèches, les friches, les lisières et les landes à bruyères. Les femelles pondent leurs oeufs sur diverses Légumineuses (*Vicia* sp., *Lotus corniculatus*, *Ulex europaeus*, *Trifolium* sp., etc.). Dans le Nord-Pas-de-Calais, cette espèce est considérée comme très rare et menacée, seuls trois sites dans le Pas-de-Calais accueillent une véritable population (HAUBREUX, com. pers. in CSN, 2008).

Le Sténobothre nain (*Stenobothrus stigmaticus*) est considéré comme une espèce fortement menacée d'extinction dans le domaine néморal (SARDET & DEFAULT, 2004) et proche de l'extinction en Nord Pas-de-Calais (FERNANDEZ, com. pers. in CSN, 2008). L'espèce fait partie des Listes rouges de Belgique flamande et wallonne (DECLEER et al., 2000). Cet orthoptère est inféodé aux zones écorchées. Il est présent au niveau des pelouses calcaires mais aussi dans les formations rases au sein des landes nord-atlantiques de la région. Sur le site, elle est localisée sur quelques secteurs écorchés, en particulier dans le secteur sud de la ZNIEFF.

Le Criquet de la Palène (*Stenobothrus lineatus*) a besoin d'une structure de végétation assez particulière : à la fois des zones rases pour la parade nuptiale et des zones de végétation plus haute et plus dense pour la ponte des oeufs (ponte en surface du sol ou à faible profondeur) et la protection des nymphes et des imagos (COUVREUR & GODEAU, 2000). Ce criquet est considéré comme fortement menacé d'extinction dans le Nord-Pas-de-Calais (Fernandez, com. pers. in CSN, 2008) et inscrit sur les Listes rouges des Flandres et



de Wallonie. L'espèce est répartie sur l'ensemble du site. La Decticelle chagrinée (*Platycleis albopunctata albopunctata*) est relativement bien répandue sur les formations dunaires du littoral, mais bien moins fréquente, dans la région, sur les coteaux calcaires. Elle affectionne les formations végétales assez hautes. L'espèce est considérée comme en régression au nord de son aire de répartition du fait de la destruction de ses biotopes électifs (BELLMANN & LUQUET, 1995 in CSN, 2008). Elle est considérée comme fortement menacée d'extinction en région (FERNANDEZ, com. pers. in CSN, 2008) et inscrite sur la Liste rouge de Belgique flamande (DECLEER et al., 2000). Sur le site, l'espèce n'a pas été revue depuis 2001.

L'avifaune est également remarquable sur cette ZNIEFF puisque le Faucon pèlerin y niche de façon certaine. Espèce qui reconquiert peu à peu ses territoires depuis sa protection en 1976, il niche de nouveau sur le littoral depuis 1997 (BOUTROUILLE et al, 2001). Cette ZNIEFF est une des seules dans la région où l'espèce se reproduit de façon certaine.

L'extension au nord est motivée par la présence d'un secteur d'hivernage de Chiroptères comprenant trois espèces déterminantes.

Typologie des milieux ou habitats naturels (typologie dérivée de CORINE-biotope)

Milieux déterminants
31.881 : landes à genévriers Groupement à <i>Juniperus communis</i>
34.321 : pelouses semi-arides du Nord-Ouest <i>Thymo britannici</i> - <i>Festucetum hirtulae</i> Boulet (1986) 1989
34.321 : pelouses semi-arides du Nord-Ouest <i>Succiso pratensis</i> - <i>Brachypodietum pinnati</i> (Géhu 1959) Géhu et al. 1981 em. Boulet 1986
38.22 : prairies de fauche des plaines médio-européennes <i>Centaureo jaceae</i> - <i>Arrhenatherenion elatioris</i> de Foucault 1989
Autres milieux
31.81212 : fruticées calcicoles de bord de route, sur craie
34.42 : lisières mésophiles
38.1 : pâtures mésophiles
82.1 : culture intensive
84.3 : bosquets



Communes

62 CAMIERS
62 DANNES
62 NEUFCHATEL-HARDELOT
62 WIDEHEM

Administration

Critères de délimitation

Extension nord-est étant un site d'hivernage pour chiroptères et inclusion de l'ensemble de la carrière pour l' avifaune.

Ordre décroissant des critères utilisés : 2>1>3>4

Statuts de propriété

01 – Propriété privée (personne physique)

Activités humaines

03 – Elevage
05 – Chasse
11 – Industrie

Géomorphologie

59 – Coteau, cuesta

Mesures de protection

62 – Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats)

Facteurs influençant l'évolution de la zone

12.0 – Zone industrielle ou commerciale
13.1 – Route
15.0 – Dépôt de matériaux, décharge
24.0 – Nuisances sonores
41.0 – Mise en culture, travaux du sol
43.0 – Jachère, abandon provisoire



44.0 – Traitement de fertilisation et pesticides
45.0 – Pâturage
46.0 – Suppression ou entretien de la végétation, fauchage et fenaison
52.0 – Taille, élagage
73.0 – Gestion des habitats pour l'accueil et l'information du public
84.0 – Mouvement de terrain
91.2 – Eutrophisation
93.2 – Impact d'herbivores

Intérêts de la zone

Intérêts patrimoniaux

10 – Ecologique
22 – Insectes
26 – Oiseaux
27 – Mammifères
36 – Phanérogames

Intérêts fonctionnels

61 – Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges

Critères d'intérêt complémentaires

81 – Paysager
82 – Géomorphologique
86 – Historique
90 – Pédagogique



Coteaux crayeux de Dannes et de Camiers

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00000048

N° National : 310007274

Espèces déterminantes

Inform.	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot	Statut	Date d'obs.
FLORE					
0	<i>Aquilegia vulgaris</i> L.	Ancolie commune	P		2001
0	<i>Avenula pratensis</i> (L.) Dum.	Avenule des prés	P		1995
0	<i>Blackstonia perfoliata</i> (L.) Huds.	Chlore perfoliée			2001
0	<i>Carex distans</i> L. var. <i>distans</i>	Laïche distante	P		2001
0	<i>Carex tomentosa</i> L.	Laïche tomenteuse			2001
0	<i>Cirsium acaule</i> Scop.	Cirse acaule			2001
0	<i>Dactylorhiza fuchsii</i> (Druce) Soó	Dactylorhize de Fuchs	P		2001
0	<i>Eryngium campestre</i> L.	Panicaut champêtre	P		2003
0	<i>Euphrasia tetraquetra</i> (Bréb.) Arrond.	Euphrase à quatre angles			2003
0	<i>Festuca ovina</i> L. subsp. <i>hirtula</i> (Hack. ex Travis) M.J. Wilkinson	Fétuque hérissée			2003
0	<i>Galeopsis angustifolia</i> Ehrh. ex Hoffmann	Galéopse à feuilles étroites			2003
0	<i>Genista tinctoria</i> L. subsp. <i>tinctoria</i>	Genêt des teinturiers	P		2003
0	<i>Gentianella amarella</i> (L.) Börner	Gentianelle amère	P		1995
0	<i>Gentianella germanica</i> (Willd.) Börner	Gentianelle d'Allemagne	P		2003
0	<i>Hippocrepis comosa</i> L.	Hippocrépide en ombelle			2003
0	<i>Hippophae rhamnoides</i> L. subsp. <i>rhamnoides</i>	Argousier			2003
0	<i>Koeleria macrantha</i> (Ledeb.) Schult.	Koelérie grêle			2001
0	<i>Ophrys apifera</i> Huds. var. <i>apifera</i>	Ophrys abeille	P		2001
0	<i>Orchis anthropophora</i> (L.) All.	Homme pendu	P		2003
0	<i>Papaver hybridum</i> L.	Pavot hispide			2007
0	<i>Scabiosa columbaria</i> L. subsp. <i>columbaria</i>	Scabieuse colombarie			2001
0	<i>Sisymbrium supinum</i> L.	Sisymbre couché	P		2008
0	<i>Tetragonolobus maritimus</i> (L.) Roth var. <i>hirsutus</i> (Willk.) Muñoz Garmendia et Pedrol		P		2001
0	<i>Thymus praecox</i> Opiz subsp. <i>ligusticus</i> (Briq.) Paiva et Salgueiro	Thym occidental			2001
0	<i>Thymus praecox</i> Opiz subsp. <i>praecox</i>	Thym couché			1995
0	<i>Ulex europaeus</i> L.	Ajonc d'Europe			2003
0	<i>Viola hirta</i> L. subsp. <i>calcareia</i> (Bab.) E.F. Warb.	Violette du calcaire			1993
0	<i>Juniperus communis</i> L. subsp. <i>communis</i>	Genévrier commun	P		2008
0	<i>Atropa bella-donna</i> L.	Belladone vénéneuse			1999
0	<i>Cirsium eriophorum</i> (L.) Scop.	Cirse laineux			2007
0	<i>Galium pumilum</i> Murray	Gaillet couché			1999
0	<i>Helianthemum nummularium</i> (L.) Mill. subsp. <i>obscurum</i> (Celak.) Holub	Hélianthème obscur	P		1999
0	<i>Prunus mahaleb</i> L.	Bois de Sainte-Lucie	P		1999
0	<i>Pyrus communis</i> L. subsp. <i>pyraster</i> (L.) Ehrh.	Poirier sauvage			1999
0	<i>Salix repens</i> L. subsp. <i>dunensis</i> Rouy	Saule argenté			2001
0	<i>Veronica teucrium</i> L. subsp. <i>vahlil</i> Gaudin	Véronique de Vahl	P		2003
0	<i>Schoenus nigricans</i> L.	Choin noirâtre	P		2009



FAUNE					
INSECTES					
1	<i>Aricia agestis</i> (Denis & Schiffermüller, 1775)	Collier de corail			2006
1	<i>Callophrys rubi</i> (Linnaeus, 1758)	Thècle de la ronce			2007
1	<i>Celastrina argiolus</i> Linnaeus, 1758	Azuré des Nerpruns			2005
1	<i>Cupido minimus</i> (Fuessly, 1775)	Argus frère			2006
1	<i>Erynnis tages</i> (Linnaeus, 1758)	Point de Hongrie			2007
1	<i>Euphydryas aurinia</i> (Rottemburg, 1775)	Damier de la Succise	P		2004
1	<i>Hipparchia semele</i> (Linnaeus, 1758)	Agreste			2005
1	<i>Melanargia galathea</i> (Linnaeus, 1758)	Demi-deuil			2006
1	<i>Melitaea cinxia</i> (Linnaeus, 1758)	Mélitée du plantain			2006
1	<i>Plebejus argus</i> (Linnaeus, 1758)	Azuré de l'ajonc			2006
1	<i>Polyommatus bellargus</i> (Rottemburg, 1775)	Azuré bleu céleste			2007
1	<i>Polyommatus coridon</i> Poda, 1761	Argus bleu-nacré			2004
1	<i>Pyrgus malvae</i> (Linnaeus, 1758)	Hespérie de la mauve			2007
1	<i>Spialia sertorius</i> (Hoffmannsegg, 1804)	Hespérie des sanguisorbes			2007
1	<i>Thecla betulae</i> (Linnaeus, 1758)	Thècle du bouleau			2006
1	<i>Thymelicus acteon</i> (Rottemburg, 1775)	Hespérie du chiendent			2007
1	<i>Thymelicus sylvestris</i> (Poda, 1761)	Hespérie de la houlque			2006
3	<i>Issoria lathonia</i> (Linnaeus, 1758)	Petit nacré			2004
1	<i>Platycleis albopunctata albopunctata</i> (GOEZE, 1778)	Decticelle chagrinée			2001
1	<i>Stenobothrus lineatus</i> (PANZER, 1796)	Criquet de la Palène			2001
1	<i>Stenobothrus stigmaticus</i> (RAMBUR, 1838)	Sténobothre nain			2001
1	<i>Tetrix tenuicornis</i> SAHLBERG (1893)	Tétrix des carrières			1995
OISEAUX					
1	<i>Falco peregrinus</i> Tunstall, 1771	Faucon pèlerin	P	R	1991-2007
1	<i>Rallus aquaticus</i> Linnaeus, 1758	Râle d'eau	P	R	1991-2007
1	<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu	P	Poss	1991-2007
1	<i>Cettia cetti</i>	Bouscarle de Cetti	P	R	1991-2007
CHIROPTERES					
4	<i>Rhinolophus ferrumequinum ferrumequinum</i> (Schreber, 1774)	Grand rhinolophe	P		1992-2009
4	<i>Myotis emarginatus</i> (E. Geoffroy, 1806)	Murin a oreilles echancrées	P		1992-2009
4	<i>Plecotus auritus auritus</i> (Linnaeus, 1758)	Oreillard roux	P		1992-2009

R : reproduction certaine ou probable

Poss : reproduction possible

Bilan des connaissances concernant les espèces

	Oiseaux	Reptiles	Amphib.	Chiro.	Odonates	Orthoptères	Rhopalo	Phanér	Ptérid.	Bryoph.	Champ.	Moll.	Poiss.
Prospection	2	1	1	1	0	2	3	3	3	1	0	0	0
Nb espèces observ.	4	0	0	3	0	4	18	37	0	0	0	0	0

Sources informateurs

0. Base de données DIGITALE du CRP/CBNBL

1. GON - Base de données FNAT



3. Conservatoire des Sites Naturels du Nord et du Pas-de-Calais
4. Coordination Mammalogique du Nord de la France

Sources Bibliographiques

BOUTROUILLE C., CAMBERLEIN P., DEBOULONNE A., GAJOCHA R., GODIN J., HAUBREUX, D., LEGRAND P.-R., LUCZAK, C. et WARD A., 2000.- Synthèse des observations du printemps et de l'Eté 1998, Mars à août 1998. Le Héron, 33 (4), 146-195

CHEYREZY, T., JORANT, J.-A. et VANAPPELGHEM, C., V., 2008. - Coteau de Dannes-Camiers (Dannes, Camiers, Pas-de-Calais). Plan de gestion 2008-2012 (renouvellement). Conservatoire des sites naturels du Nord et du Pas-de-Calais, 1 vol., pp 1-169 + Annexes.

CHOISNET, G. & Coll., 1995. - Les coteaux calcaires de la cuesta du Boulonnais et du Pays de Licques : typologie et proposCentre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul, propositions de gestion pour la mise en place de mesures agri-environnementales. Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul, pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Développement du Boulonnais, 2 vol., a : pp 1-91 ; b : non paginé. Bailleul.

CONSERVATOIRE DES SITES NATURELS DU NORD ET DU PAS DE CALAIS. 2008. Plan de gestion 2008-2012. Coteaux de Dannes-Camiers.). Région Nord-Pas de Calais, Direction Régionale de l'Environnement Nord Pas-de-Calais. Conservatoire des sites naturels du Nord-Pas de Calais. 182 p.

CONSERVATOIRE DES SITES NATURELS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS, 2002. - Diagnostic écologique Réserve Naturelle Régionale du Coteau de Dannes-Camiers. Dannes, Camiers (Pas-de-Calais). 1 vol., pp 1-45 + Annexes.

DECLEER et al., 2000; "liste rouge" provisoire des sauterelles, grillons et criquets de Belgique.

DEFAUT B., SARDET, E., 2004, Les Orthoptères menacés en France. Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques, Matériaux entomocénétiques, 9, 2004, 125-137

DUHAMEL, F. & Coll., 1995. - Mise en oeuvre de la directive habitats dans le Nord/Pas-de-Calais - Bordereaux définitifs des sites proposés au titre du réseau Natura 2000. Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul, pour la DIREN Nord/Pas-de-Calais, 1 document comprenant 42 sites. Bailleul.

TOUSSAINT, B., THÉRÈSE, F., BLONDEL, C., SZWAB, A., VALENTIN, B. & DESTINÉ, B., 2001. - Plan de conservation de la Gentianelle amère [*Gentianella amarella* (L.) Börner] pour la région Nord/Pas-de-Calais- Programme Interreg II "Biodiversité-Transmanche". Restauration, Protection et Gestion conservatoire d'espèces menacées dans la région Transmanche. Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul, pour



l'Union Européenne, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, la DIREN Nord/Pas-de-Calais, 1 vol., pp 1-62 + Annexes. Bailleul.

VANAPPELGHEM, C. et DAMOY, V., 2003. - Réserve Naturelle Régionale du coteau de Dannes-Camiers (Dannes, Camiers, Pas-de-Calais): Plan de gestion 2003-2007. Conservatoire des sites naturels du Nord et du Pas-de-Calais, 1 vol., pp 1-99 + Annexes.



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
44 rue de Tournai – BP 259 – 59019 Lille Cedex
tél : 03 20 13 48 48 – www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr



PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

14



Arras, le 16 mars 2007



Service
Départemental de
l'Architecture
et du Patrimoine
du Pas-de-Calais



Direction départementale de l'Équipement
SP 7
62022 ARRAS cédex

FT/cs

Objet : Commune de WIDEHEM – élaboration du PLU

Référ : votre courrier reçu le 02 mars 2007

En application des dispositions du code de l'urbanisme, je porte à votre connaissance qu'il n'existe aucune protection au titre des monuments historiques et des sites protégés sur la commune de Widehem.

Cependant, je vous signale comme élément du patrimoine bâti intéressant sur cette commune :

- la ferme du "Grand Broutel" de 1722
- l'église St-Wulmer dont le chœur date du 16^{ème} siècle et la nef du 19^{ème} siècle.

Par ailleurs, je vous informe que le SDAP ne souhaite pas être associé à l'élaboration du PLU.

L'ingénieur des services culturels
et du patrimoine


Franck TETART

20 MAR. 2007

Adresse Postale : S.P. 7 - 62022 ARRAS cedeX

Accueil : 13, rue des Grands Viézières - 62000 ARRAS - Téléphone : 03 21 71 79 90 - Télécopie : 03 21 71 79 91
Bureaux ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30